



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

2016

RAPPORT FINANCIER



SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI, QUE DIEU LE GLORIFIE

Sommaire

07

EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET BANCAIRE

- Conjoncture économique
- Secteur bancaire

13

LE GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

- Grandes étapes de développement 2005-2015
- Faits marquants et performance 2016
- Performances des principales filiales du Groupe

25

DONNEES FINANCIERES DU GROUPE

- Etats financiers consolidés
- Etats financiers sociaux
- Rapport du directoire à l'Assemblée Générale
- Observations du Conseil de Surveillance



EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT

économique et bancaire

CONJONCTURE ECONOMIQUE

PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'économie marocaine a enregistré au terme de l'année 2016, un taux de croissance de 1,2% contre 4,5% en 2015.

BALANCE COMMERCIALE

Le déficit de la balance commerciale a enregistré une hausse, pour la première fois depuis trois ans, de 19,3% pour ressortir à 184,6 milliards de dirhams. Cette évolution résulte d'une augmentation des importations de biens (+9,5%), plus importante que celle des exportations (+2,5%). La hausse des exportations est imputable principalement à la bonne performance des Métiers Mondiaux du Maroc (MMM) relatifs à l'automobile (+11,9%), l'industrie alimentaire (+5,7%), le textile et cuir (+6,7%), l'aéronautique (+12,5%) et l'électronique (+9,1%). En revanche, les exportations du groupe OCP ont reculé de 10,8%.

RÉSERVES EN DEVISE

L'encours des réserves nettes en devises s'est inscrit en hausse de 27,3 milliards de dirhams pour s'élever à 251,9 milliards de dirhams, l'équivalent de 6 mois et 18 jours d'importations de biens et services.

DEMANDE INTERIEURE

La demande intérieure a été marquée par une croissance importante à hauteur de 3,3% en moyenne trimestrielle en 2016 contre 0,9% en 2015. Sa contribution à la croissance a été renforcée pour atteindre 5,9 points en 2016 contre seulement 2,1 point en 2015. Cette évolution reflète notamment une amélioration de l'investissement national brut de 2,6% avec une contribution positive de 1,6 point à la croissance contre -0,9 point en 2015. Par ailleurs, le rythme de progression de la consommation finale nationale s'est maintenu au même niveau de l'année précédente soit 2,3%.



TAUX DE CHÔMAGE

L'analyse du marché du travail au terme de l'année 2016, fait ressortir une légère diminution du chômage, dont le taux s'est établi à 9,4% contre 9,7% un an auparavant, en lien principalement avec la baisse du taux d'activité. Dans le milieu urbain, le taux est passé de 14,6% à 13,9%, avec en particulier une augmentation de 39% à 41% chez les jeunes de 15 à 24 ans.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION

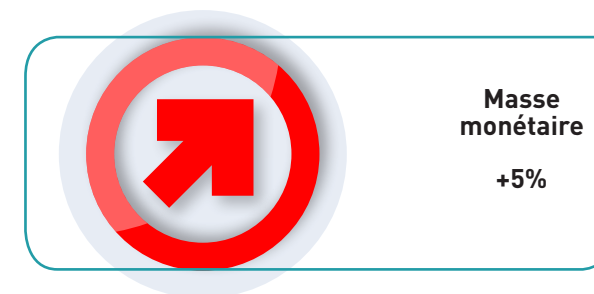
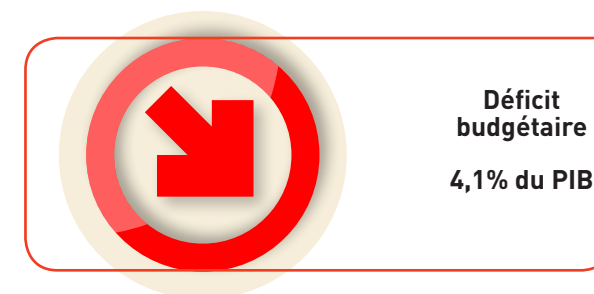
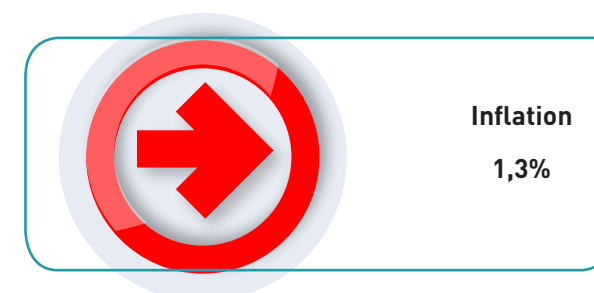
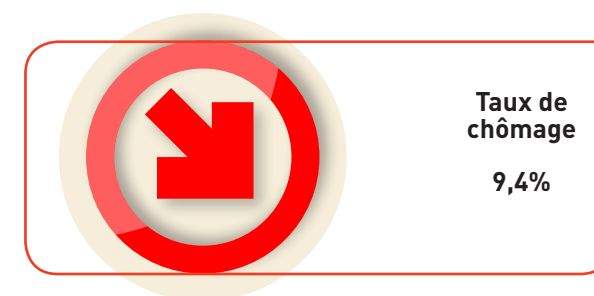
L'inflation s'est légèrement repliée de 1,6% à 1,3%, elle s'explique par des chocs sur les produits alimentaires à prix volatils qui ont connu une augmentation de 7,5%, soit le taux le plus élevé au cours des huit dernières années. Cette accélération a impacté négativement l'offre des produits alimentaires frais. Parallèlement, le repli des prix des carburants et lubrifiants s'est fortement atténué, en lien avec le retournement de la tendance baissière des cours internationaux des produits pétroliers dès le début de l'année. En revanche, le rythme de progression des tarifs des produits réglementés a enregistré une décélération de 2,9% à 0,8%.

DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Le déficit budgétaire hors privatisation est passé de 4,2% du PIB en 2015 à 4,1% en 2016, bien au-dessus de la cible de la loi de finances. Ce dépassement résulte principalement d'une exécution élevée des dépenses d'investissement, de remboursements importants de crédits de TVA ainsi que d'une rentrée en dons des partenaires du CCG inférieure au montant programmé.

MASSE MONÉTAIRE

Au cours de l'année 2016, l'agrégat de monnaie M3 a enregistré une hausse de 57,7 milliards de dirhams ou 5% contre +61,8 milliards de dirhams ou +5,7% en 2015 pour s'établir à 1 205,8 milliards de dirhams.



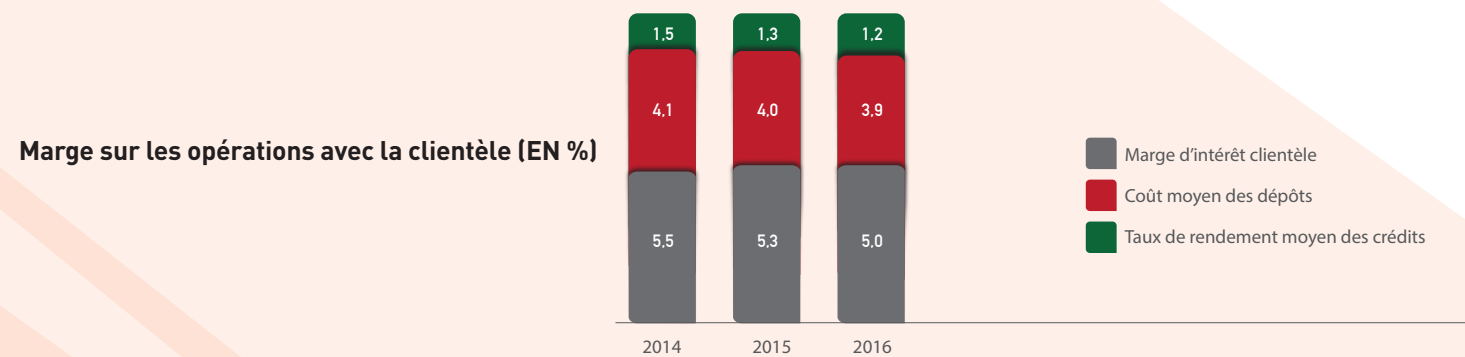
APERÇU DU SECTEUR BANCAIRE

PERFORMANCES 2016

En 2016, le produit net bancaire du secteur a progressé de 3,4% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique essentiellement par :

- Les résultats dégagés des opérations de marché, enregistrent un rebond de 25%, suite à une hausse des résultats liés aux opérations sur titres, favorisée par la baisse des taux obligataires.
- La marge d'intérêt, principale source de revenus pour les banques marocaines, enregistre pour la première fois depuis plus de dix ans, une baisse de plus de 2,2% en raison de la baisse des taux débiteurs appliqués par les banques en 2016.
- La marge sur commissions, cumulant un montant de 6,3 milliards, a progressé de 6%, contre 6,4% une année auparavant, reflétant une hausse des commissions perçues de 8,6% et des commissions servies de 40,7%.

Au total, le résultat net retraité des banques s'est chiffré à 9,2 milliards de dirhams, accusant une baisse de 1,7%, après celle de 6,5% en 2015. Ces résultats ont été négativement impactés, en 2016, par un environnement caractérisé par la baisse des taux d'intérêt, ainsi que par la hausse de leur coût du risque.



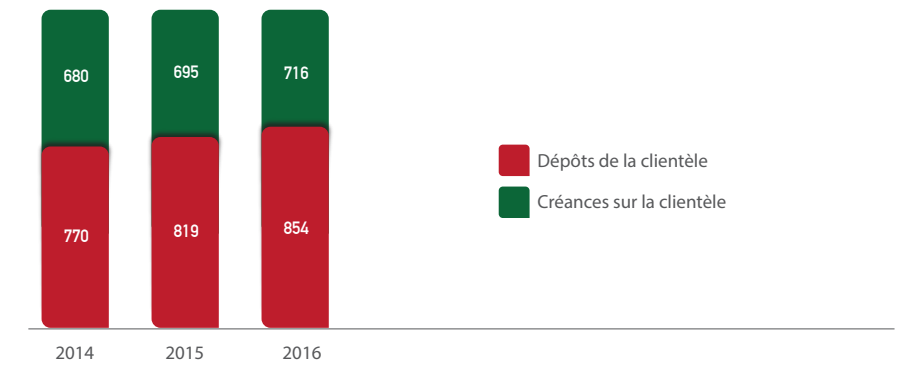
ACTIVITÉS 2016

Après une hausse de 3,8% en 2015, le total bilan cumulé des banques a progressé de 4,7% pour s'établir à 1 199 milliards de dirhams à fin décembre 2016, représentant 118% du PIB, contre 116% en 2015. Cette évolution s'explique du côté des emplois bancaires à la fois par une hausse remarquable de (+14,5%) des valeurs immobilisées, de (+9,7%) du portefeuille-titres, de (+3,7%) des créances sur les établissements de crédit et assimilés et de (+3%) des créances sur la clientèle.

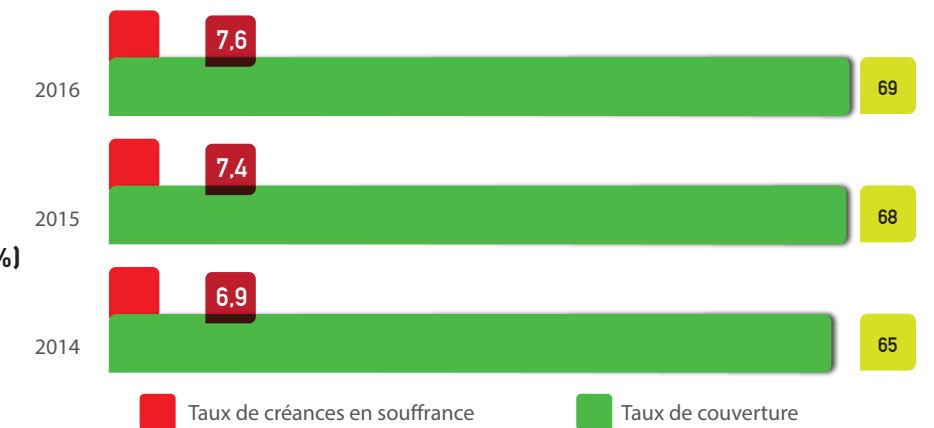
Du côté des ressources, l'année 2016 a été marquée par un contexte de tensions sur la liquidité bancaire, se traduisant par un recul de près de (-9%) des dettes envers les établissements de crédit par rapport à l'année 2015. Par ailleurs, les dettes obligataires ont observé une reprise de (+ 8,8%) compte tenu des conditions favorables de taux. De même part, les dépôts de la clientèle et les fonds propres du secteur ont progressé de (+4,3%) par rapport à l'année précédente.

En 2016, les créances en souffrance détenues par les banques ont vu leur rythme de progression, une nouvelle fois, décélérer à 6,8%, contre 9,2% en 2015 et une moyenne de 17% entre 2012 et 2014. Leur encours a totalisé 61,6 milliards de dirhams, soit un taux de sinistralité de 7,6%, contre 7,4% une année auparavant. Le taux de couverture des créances en souffrance s'est établi à 69% contre 68% un an auparavant. Afin de couvrir leurs risques non avérés, les banques ont également constitué des provisions à caractère général totalisant 7,3 milliards de dirhams, en hausse de 12% par rapport à fin 2015.

CREANCES ET DEPOTS DE LA CLIENTELE (En Mrds dhs)



Taux de CES et taux de couverture (En %)



FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

Les fonds propres prudentiels des banques se sont inscrits en nette augmentation, soit 9,1% contre près de 1% une année auparavant. Cumulant un montant de 122 milliards de dirhams, ces fonds propres sont répartis entre les fonds propres de catégorie 1 pour un montant de 99 milliards de dirhams, constitués à hauteur de 99% de fonds propres de base, et les fonds propres de catégorie 2 pour un montant de 23 milliards de dirhams.



LE GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC
UN ENGAGEMENT DURABLE

GRANDES ETAPES DE DEVELOPPEMENT 2005 - 2015

Consolidation d'un positionnement de leader dans le développement de l'agriculture et du monde rural grâce à une décennie de croissance marquée par l'aboutissement de grands projets ayant permis au Groupe Crédit Agricole du Maroc d'élargir son domaine de compétences et de se hisser au rang des principales banques universelles de la place.

2005

- Signature du contrat programme Etat-CAM 2005-2008 portant principalement sur la restructuration financière du CAM par l'ouverture de son capital à des partenaires autres que l'Etat ;
- L'intégration de la BMAO et de la banque commerciale de la BNDE ;
- Augmentation de capital social pour le porter à 2,8 milliards de dirhams et ouverture du capital aux partenaires stratégiques.

2006

Institution du Comité d'investissement, chargé de mettre en œuvre la stratégie d'intervention du CAM sur les marchés financiers.

2007

- Création du Pôle Vert dédié au développement du secteur agricole et du monde rural ;
- Adoption d'une organisation générale pour la mise en place du programme de refonte du système d'information « Phoenix ».

2008

- Contribution à la mise en place des nouvelles procédures d'octroi des aides financières de l'Etat ;
- Première année de certification des comptes sans réserves des CAC ;
- Réorganisation de l'organigramme du CAM ;
- Adhésion au régime de retraite complémentaire RECORE.

2009

- Accompagnement du Plan Maroc Vert par la mobilisation d'une enveloppe de 20 milliards de dirhams sur la période 2009-2013, et ce au travers d'une offre structurée par filière ;
- Mise en place du plan stratégique 2009-2013.

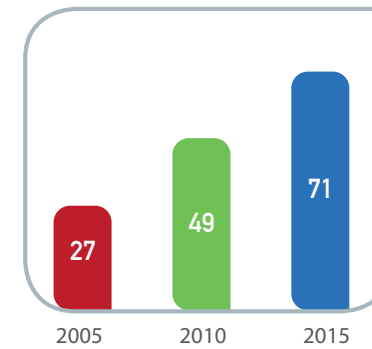
2010

- Augmentation de capital portant le capital du CAM à 3,46 milliards de dirhams ;
- Signature d'une convention avec le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, pour le financement de 35.000 producteurs agricoles bénéficiant du programme de développement et de réhabilitation du palmier dattier ;
- Création du Réseau de Micro finance Solidaire (RMS).

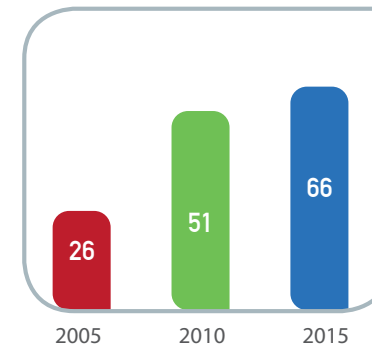
2011

- Mise en place du Système d'Information des Opérations Bancaires (SIOB), couvrant l'essentiel des opérations au niveau des points de vente, en plus de certains processus métier transverses ;
- Emission d'un programme de Certificats de Dépôt pour un montant global de 4 milliards de dirhams et un plafond de 8 milliards de dirhams ;
- Lancement de l'opération de réhabilitation financière des petits agriculteurs ;
- Démarrage de l'activité de Tamwil Al Fellah ;
- Lancement du nouveau portail Fellah-Trade ;
- Création de la société de gestion d'actifs « CAM Gestion » qui a reçu l'agrément pour la commercialisation de trois Fonds : CAM ACTIONS, CAM OBLIGATIONS et CAM MONETAIRE.

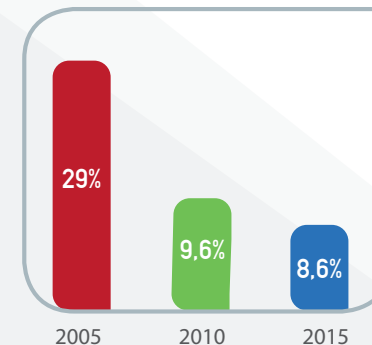
Ressources clientèle (En mrds dhs)



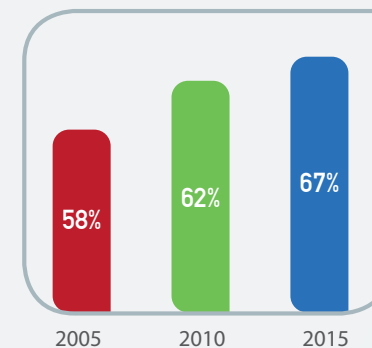
Crédits à l'économie (En mrds dhs)



Taux de contentialité (En %)



Taux de couverture (En %)



DEVELOPPEMENT SOUTENU DE L'ACTIVITE COMMERCIALE

Amélioration de la capacité de la banque en matière de collecte des dépôts, soit une évolution annuelle moyenne de 10%.

Total Bilan
+52,7
mrds dhs

Réseau GCAM
+127 PDV

Effectif
+ 1 015
Collaborateurs

Maintien d'une activité soutenue de crédit à l'économie (+10%), ce qui témoigne des efforts déployés en matière de financement de l'agriculture et du développement des segments des particuliers et professionnels.

Cette évolution a été accompagnée d'une amélioration significative de la qualité du portefeuille qui s'est traduite par une forte baisse du taux de contentialité.

2012

- Renforcement du système de contrôle par la mise en place d'un bloc «sécurité et contrôle» composé de quatre grandes structures distinctes ;
- Achèvement de la cartographie des risques opérationnels ;
- Mise en place d'une charte de la déontologie du GCAM ;
- Mise en place d'un dispositif exceptionnel d'accompagnement des agriculteurs victimes de la sécheresse par la mobilisation d'une enveloppe de 1 milliard de dirhams à travers le lancement de 3 nouveaux produits.

2013

- Signature devant sa Majesté le Roi Mohammed VI et le Président de la République Française, d'une convention de financement pour un montant de 20 millions d'euros entre l'Agence Française de Développement et Tamwil El Fellah ;
- Réalisation d'une opération de titrisation d'actifs immobiliers par la création du fonds à compartiments IMMOVERT avec une première sortie sur le marché pour un montant de 534 millions de dirhams ;
- Lancement du projet « ECLORE » dans le cadre du déploiement de la stratégie de développement du Marché des particuliers et professionnels qui vise à améliorer l'efficacité commerciale, industrialiser la fonction Marketing et à fluidifier les interactions entre le Réseau et le Siège.

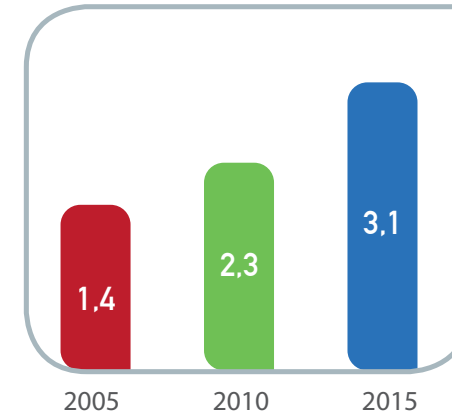
2014

- Poursuite de l'extension du réseau dans le cadre du plan Cap 2016 par la création de 44 agences ;
- Création de 3 comités émanant du conseil de surveillance : Comité grands risques, comité de rémunération et de nomination et comité d'investissement ;
- Finalisation du projet de la revue de la politique générale des crédits corroboré par la formalisation des procédures d'octroi de crédit, recouvrement et contentieux ;
- Déploiement de la stratégie « particuliers et professionnels » résultant du projet ECLORE ;
- Mise en place d'un régime de retraite complémentaire au profit de tous les collaborateurs du CAM.

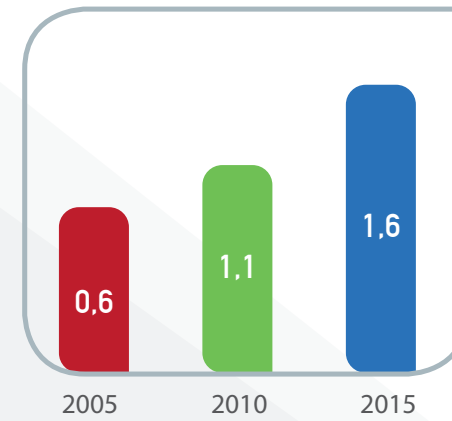
2015

- Création du fonds IMMOVERT II, de titrisation d'actifs immobiliers pour un montant de 398 millions de dhs, en mai 2015 ;
- Le GCAM a lancé un produit de mécanisation dénommé « MAKNANA ». Il a également signé une convention avec l'Association Marocaine des Importateurs, permettant aux agriculteurs d'accéder plus facilement aux engins dont ils ont besoin ;
- Le 30 avril, en marge du SIAM, le GCAM, a organisé en partenariat avec le magazine international « Les Afriques » un forum sur le financement de l'agriculture en Afrique et le soutien du développement du secteur agricole en Afrique ;
- Clôture avec succès de l'émission d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 900 MDH (Maturités 7 et 10 ans) avec un taux de souscription supérieur à 2,7 fois ;
- Signature de deux conventions d'emprunts extérieurs avec la KFW et le Fonds Arabe dont les montants sont respectivement de 50 millions d'euros et 50 millions de dollars (USD) ;
- Acquisition de la société de bourse MSIN et cession des parts de CDG Capital Bourse ;
- Signature d'une convention entre le GCAM et le Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts pour la Lutte Contre la Désertification et mise en place du dispositif « Carte Verte » visant à verser les commissions générées lors des paiements par cartes monétaires dans des projets de préservation des écosystèmes forestiers ;
- Mobilisation d'une enveloppe additionnelle de 5 milliards de dirhams pour accompagner les agriculteurs lors de la campagne agricole 2015-2016 ;
- Mobilisation d'une enveloppe supplémentaire de 1,5 milliards de dirhams pour permettre aux agriculteurs de faire face aux difficultés liées aux conditions climatiques (Dans le cadre des programmes AL GHARS, LEKSIBA, AL FILAHA ARABIIA).

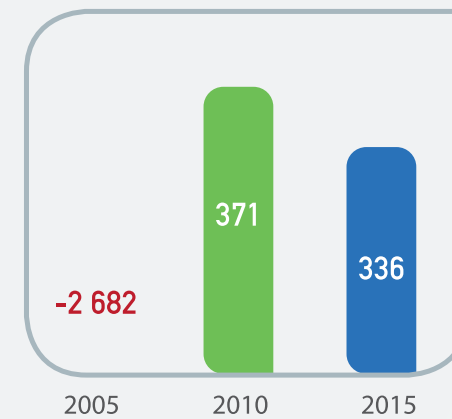
Produit Net Bancaire (En Mrds Dhs)



Résultat Brut d'Exploitation (En Mrds Dhs)



Résultat Net (En MDH)



PROGRESSION DE LA PERFORMANCE FINANCIERE

Tiré par les bons rendements des activités de la banque, le Produit Net Bancaire s'inscrit dans un trend haussier de plus de 8%.

Cette progression s'explique principalement par la mise en place d'une stratégie de diversification de ses sources de rentabilité tout au long de la période analysée.

Entre 2005 et 2015, Le Résultat Brut d'exploitation a connu une évolution annuelle moyenne de 10%.

Sur la même période, le Résultat Net de la banque a enregistré une forte croissance passant de -2 682 millions de dirhams à 336 millions de dirhams.

Cette croissance est essentiellement liée à la mise en place d'un ensemble d'actions visant à maîtriser les charges d'exploitation et le coût du risque ainsi que le développement du dispositif de recouvrement des créances.

Fonds Propres

+7 Mrds MAD

FAITS MARQUANTS

2016

L'année 2016 s'inscrit dans la continuité des bonnes performances commerciales et financières enregistrées par le GCAM durant ces dernières années.

DIVERSIFICATION DES SOURCES DE FINANCEMENT

Le Groupe Crédit Agricole du Maroc a clôturé avec succès l'émission d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 600 millions de dirhams (Maturités 7 et 10 ans) avec un taux de souscription supérieur à 2,8 fois le montant de l'opération.

Signature de deux conventions d'emprunts extérieurs avec l'Agence Française de Développement et le Fonds Arabe dont les montants s'élèvent respectivement à 60 millions d'euros et 50 millions de Dollars (USD).

DEVELOPPEMENT DES LIGNES DE METIERS DU GROUPE

Dans le cadre de son plan stratégique GCAM 2016, le Groupe ambitionne de lancer sa banque participative « AL AKHDAR BANK ». Dans cette optique, le décret du chef de gouvernement a été publié le 15 septembre 2016 dans le Bulletin Officiel.

COOPERATION SUD-SUD

Lancement d'un Programme de partenariats Agricoles en Afrique à travers la signature de plusieurs mémorandums d'entente entre le GCAM et des banques africaines (Development Bank of Rwanda, Tanzania Agricultural Development Bank, Bank of Agriculture Limited au Nigeria...).

Signature d'un protocole d'accord entre le GCAM et MIROVA, en ligne avec les objectifs de l'initiative AAA et portant sur le déploiement du fond LDN dont MIROVA est gestionnaire. Ce fond est exclusivement dédié au soutien et au financement des projets de restauration et de gestion durable des terres (300 millions de dollars).

NOTRE ENGAGEMENT ENVERS LE MONDE RURAL

Durant l'exercice 2016, la Banque a mobilisé une enveloppe additionnelle de 1,5 milliards de dirhams au profit des agriculteurs ayant pâti des difficultés liées aux conditions climatiques défavorables qui ont impacté la campagne. La Banque a également œuvré pour apporter les solutions adéquates aux agriculteurs en difficulté à travers des opérations de retraitements et de rééchelonnement permettant ainsi d'alléger leurs dettes et de leur donner accès à de nouveaux financements.

Les différentes structures du GCAM, en l'occurrence la Banque, la Fondation ARDI pour le microcrédit, Tamwil El Fellah pour les crédits de taille intermédiaire, se sont fortement mobilisées pour apporter l'appui nécessaire à la réussite de cette opération.

Parallèlement à son implication dans le cadre du Plan Maroc Vert, le Groupe Crédit Agricole du Maroc contribue à la réussite de plusieurs manifestations à caractère national et international permettant le rayonnement de l'agriculture marocaine telles que la COP 22, le Salon International de l'Agriculture au Maroc où la Banque a participé, en tant que partenaire de référence de la 11^{ème} édition et y a organisé la 3^{ème} édition du forum international sur le financement de l'agriculture en Afrique...

Le Groupe Crédit Agricole du Maroc, a également scellé son engagement pour le développement d'une agriculture durable en devenant le partenaire financier stratégique de L'Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine (AAA) aux changements climatiques lancée en amont de la COP 22 et qui promeut et favorise la mise en place de projets concrets pour améliorer la gestion des sols, la maîtrise de l'eau agricole, la gestion des risques climatiques et les capacités et solutions de financement.

PERFORMANCE ET ACTIVITE DU GROUPE

CHIFFRES CLES CONSOLIDES 2016

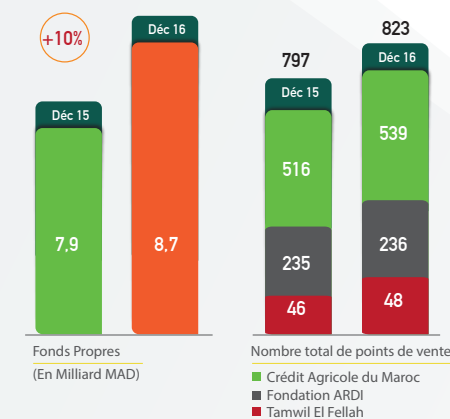
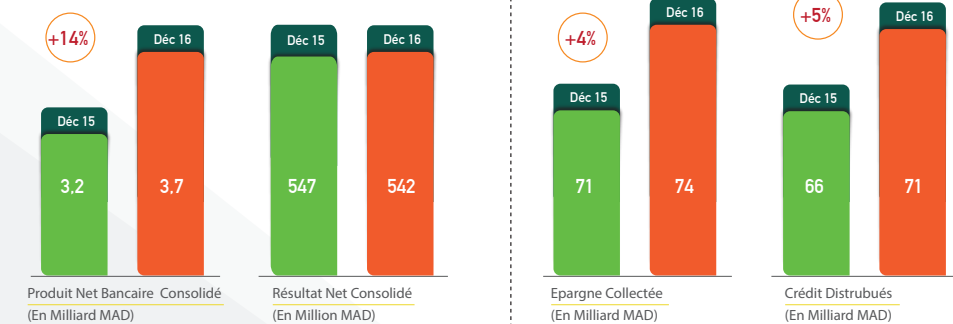
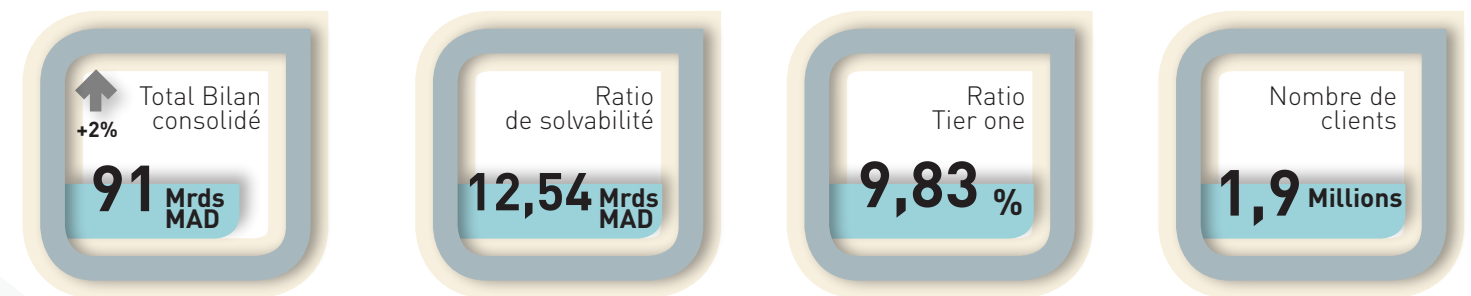
Au terme de l'exercice 2016, la progression des produits de placements et l'augmentation de la marge sur commissions ont permis au Groupe Crédit Agricole du Maroc d'afficher une croissance de 14% de son Produit Net Bancaire qui ressort à 3,7 milliards de dirhams contre 3,2 milliards de dirhams à fin décembre 2015. A fin 2016, le Résultat Net Consolidé s'établit à 542 millions de dirhams, quasiment au même niveau qu'à fin décembre 2015.

Au terme de l'exercice 2016, les efforts déployés par le Groupe Crédit Agricole du Maroc en termes de collecte de

l'épargne lui ont permis de consolider son positionnement au sein du secteur avec un encours s'affichant à 74 milliards de dirhams, soit une évolution de +4% comparativement à l'exercice précédent.

Cette progression est le fruit des moyens mobilisés dans une optique d'accroissement des comptes à vue (+10%), des comptes d'épargne (+9%) ainsi que le recrutement de nouveaux clients.

Par ailleurs, le GCAM affiche un encours de crédits distribués à la clientèle de 71 milliards de dirhams au terme de l'exercice 2016. Cette progression (+5%) témoigne de l'engagement, sans cesse renouvelé, du Groupe envers le développement du monde rural dans son intégralité.



PRODUIT NET BANCAIRE

Au terme de l'exercice 2016, le Produit Net Bancaire a enregistré une progression de 14% par rapport à 2015, pour s'établir à 3,69 mrds dhs. Cette évolution résulte des progressions suivantes :

- La croissance du Résultat des Activités de Marché de plus de 100% par rapport à 2015, pour se situer à 866 millions de dirhams à fin 2016 ;
- La hausse de la marge sur commissions de 11% pour s'établir à 402 MDH à fin 2016.

En KDH	2015	2016	Var. [%]
Marge d'intérêts	2 760 173	2 570 351	-7%
Marge sur commissions	363 762	401 968	11%
Résultat des activités de marche	191 946	866 458	>100%
Produits des autres activités	39 302	22 482	-43%
Charges des autres activités	123 782	166 817	35%
Produit net bancaire	3 231 401	3 694 442	14%

Au terme de l'exercice 2016, la Marge d'intérêt est en baisse de 7% et ressort à 2,6 mrds dhs. Cette évolution est principalement due à une baisse des taux d'intérêt du secteur.

L'amélioration de la marge sur commissions est le fruit des efforts déployés par le Groupe en matière de développement de sa base clientèle conformément à son plan stratégique. En effet, en 2016, le Groupe a renforcé son portefeuille clients de 300.000 nouveaux comptes augmentant ainsi les commissions nettes sur opérations avec la clientèle de 13%.

La progression notable du Résultat des Activités de Marché durant l'exercice 2016 est principalement liée à la réalisation d'une plus-value de cession sur Bons du Trésor pour 403 MDH.

Le PNB consolidé du GCAM est principalement dû au PNB enregistré par le CAM (93%). La contribution des filiales reste très minoritaire et fait principalement ressortir la Fondation ARDI (3%).

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Compte tenu de l'évolution du PNB en 2016, le Groupe affiche un résultat brut d'exploitation de 1,8 mrds dhs, en augmentation de 23,5% par rapport à l'exercice 2015. Il est à noter par ailleurs que le Groupe poursuit sa politique d'extension de son réseau qui continue de s'étoffer avec l'ouverture de 26 nouveaux points de vente durant l'exercice 2016.

Le coefficient d'exploitation de l'exercice ressort à 45%.

COÛT DU RISQUE

En KDH	2015	2016
Dotations aux provisions	-1 576 822	-1 627 775
Reprises de provisions	1 180 982	1 865 879
Variation des provisions	-225 439	-238 104
Coût du risque	-621 280	-903 620

Au titre de l'exercice 2016, le coût du risque s'élève à 904 MDH, en progression de 45% comparativement à 2015. Cette évolution s'explique principalement par le provisionnement de la créance d'une grande débitrice de la place.

A fin 2016, le taux de contentialité et le taux de couverture ressortent respectivement à 8,50% et 50,11%.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Au terme de l'exercice 2016, le résultat net consolidé du GCAM est resté quasiment stable (-0,83%) pour s'établir à 542 MDH.

Au titre de cet exercice, le résultat net part du Groupe s'élève à 525 MDH, relativement stable par rapport à l'exercice 2015.

TOTAL BILAN

Au terme de l'exercice 2016, le total bilan du Groupe s'élève à 91,3 Mrds dhs en hausse de 2,18% par rapport à l'exercice antérieur.

Cette évolution est liée essentiellement à l'augmentation de l'encours des prêts et créances nets sur la clientèle de 5% (+3,5 mrds dhs).

Du côté du passif la principale augmentation a concerné les dettes envers la clientèle (+3,42% / 2,2 mds dhs).

Par ailleurs, les titres de créance émis ont connu une hausse de 13,58% pour s'établir à 6,1 mrds dhs.

EMPLOIS

Au titre de l'exercice 2016, l'encours des créances s'est établi à 68 mrds dhs, en hausse de 2,95% par rapport à fin 2015. Cette évolution s'explique essentiellement par la croissance des créances sur la clientèle de 5,41% à 67,4 mrds dhs. Cette évolution est dû à la progression des prêts consentis à la clientèle de 4,16% à près de 61 mrds dhs.

RESSOURCES

Au terme du mois de décembre 2016, l'encours total des dépôts s'affiche à 74 mrds dhs, soit une progression de 4%.

Au demeurant, on constate un changement de la structure de ladite rubrique. Cette évolution résulte d'une politique commerciale du Groupe visant à maîtriser le coût de ses ressources en menant les actions suivantes :

- Diminution de l'encours des dépôts à terme et révision des taux accordés ;
- Accroissement des comptes à vue ordinaires.

RATIO DE TRANSFORMATION

En KDH	2015	2016
Créances brutes sur la clientèle	67 152 974	70 376 699
Dépôts de la clientèle	64 084 707	66 273 923
Ratio de transformation	104,79%	106,19%

Au terme de l'exercice 2016, le taux de transformation ressort à 106,19%, en progression de 1,40 point par rapport à l'exercice antérieur.

FONDS PROPRES & ASSIMILÉS

À fin 2016, les fonds propres et assimilés du GCAM ressortent à 8,7 mrds dhs en évolution de 10% par rapport à décembre 2015. Cette variation s'explique principalement par la progression des dettes subordonnées de 18,68% suite à l'émission d'Obligations Subordonnées pour un montant global de 600 MDH par le CAM en octobre 2016, et l'amortissement des dettes subordonnées pour un total de 300 MDH sur le mois de novembre 2016.

SOLVABILITÉ DU GROUPE

En %	2015	2016
Ratio de fonds propres de base	9,6%	9,83
Ratio de solvabilité	12,2%	12,54

Au 31 décembre 2016, le GCAM affiche un ratio de solvabilité atteignant 12,54% et un ratio de fonds propres de base de 9,83%, répondant ainsi aux exigences réglementaires.

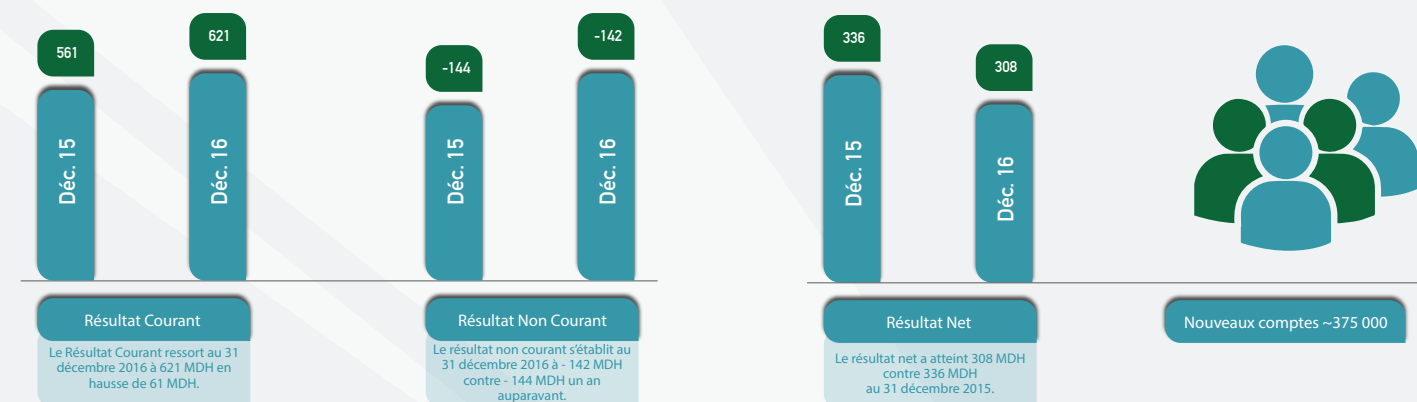


PERFORMANCES DES PRINCIPALES FILIALES DU GROUPE

Bien que l'année 2016 ait connu une conjoncture économique plutôt difficile, le Groupe Crédit Agricole du Maroc a conclu l'exercice en réalisant des performances satisfaisantes marquées notamment par l'évolution record de son produit net bancaire et l'amélioration significative de son coefficient d'exploitation.

CREDIT AGRICOLE DU MAROC

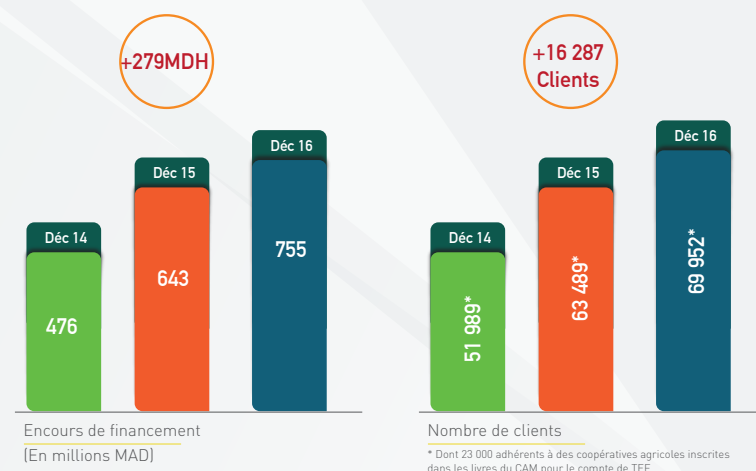
Principal contributeur aux performances du GCAM, la Banque du Groupe a initié un effort commercial soutenu au cours de l'année 2016. En effet, le Produit Net Bancaire social du CAM s'est accru à deux chiffres (+13%) pour s'élever à 3,45 mrd de dirhams soit un niveau record de progression de l'historique de la banque.



TAMWIL EL FELLAH

L'exercice 2016 a permis de conforter le positionnement stratégique de Tamwil El Fellah en tant qu'acteur de référence du pilier solidaire du Plan Maroc Vert, et ce malgré une conjoncture agricole difficile marquée par un déficit pluviométrique conjugué à une augmentation des températures.

En effet, Tamwil El Fellah a enregistré une progression de ses performances commerciales à travers une croissance de 10% de sa base clientèle qui s'affiche à près de 70 000 clients, et une augmentation de 17% de la production des crédits, soit 755 millions de dirhams.

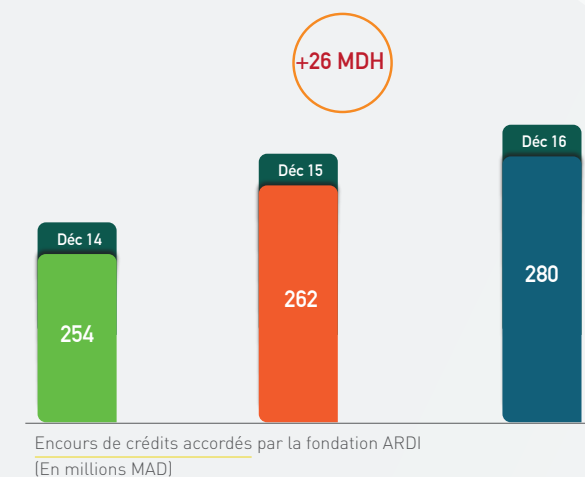
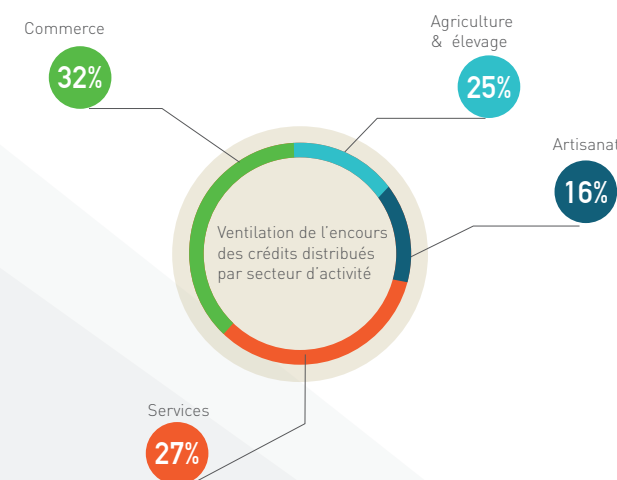


LA FONDATION ARDI

A travers ce canal de distribution, le GCAM sert 109 000 clients relevant de la finance solidaire et impacte positivement la structure de leurs outils de production et par conséquent améliore les revenus de cette tranche de la population principalement rurale.

Contribution citoyenne du Groupe Crédit Agricole du Maroc aux efforts entrepris par les pouvoirs publics dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, la Fondation Ardi pour le micro-crédit constitue le prolongement des activités du Groupe auprès des populations non servies par les financements bancaires traditionnels, notamment celles du monde rural.

Les encours de financement accordés par la Fondation ARDI pour le micro-crédit s'élèvent au 31 décembre 2016 à 280 millions de dirhams. Les secteurs d'activité financés sont l'agriculture et l'élevage (25%), le commerce (32%), l'artisanat (16%) et les services (27%).



MAROC SERVICES INTERMEDIATION (M.S.IN)

INTERMEDIATION

L'année 2016 marque un changement notable en termes d'activité. Ainsi, l'activité d'intermédiation de M.S.IN s'est nettement améliorée, favorisée en cela par la conjugaison des éléments suivants :

- La reprise de la place Boursière avec une tendance haussière des indices et des volumes ;
- L'effet synergie avec le CAM qui commence à porter ses fruits ;
- Les efforts déployés par la société pour drainer un volume additionnel conjugués à la dynamique de la clientèle de M.S.IN.

CONSERVATION

S'agissant de l'activité de conservation, le nombre de comptes ouvert a connu une bonne progression. En effet, 2016 a enregistré l'ouverture de 133 nouveaux comptes dont 70 externes et 63 internes. Sur la même période de l'année dernière, 29 nouveaux comptes ont été ouverts dont 17 internes.

LA GESTION DE PORTEFEUILLE - LE CONSEIL

Cette activité est considérée par M.S.IN comme étant stratégique du fait qu'elle permet de générer pour la société, en plus des frais de gestion, les commissions d'intermédiation et de tenue de compte. M.S.IN a développé une bonne expérience et une véritable expertise dans cette activité en matière de gestion financière, de reporting et d'optimisation du couple rentabilité-sécurité.

DONNEES FINANCIERES DU GROUPE



RAPPORT DU DIRECTOIRE à l'Assemblée Générale

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Le Directoire du Crédit Agricole du Maroc propose d'affecter le Bénéfice Net de l'exercice 2016 selon la répartition suivante :

Bénéfice Net	308 021 075,52
Mise en réserve légale	15 401 053,78
Bénéfice distribuable	292 620 021,74
Dividende de 1,42 dhs par action à distribuer	60 000 000,00
Réserves facultatives	232 620 021,74

OBSERVATIONS DU CONSEIL de surveillance sur le rapport de gestion du directoire

MESDAMES, MESSIEURS

En application des statuts du Crédit Agricole du Maroc et de la loi N°17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par les lois 20-05 et 78-12, l'Assemblée Générale du CAM s'est réuni pour rendre compte de l'activité de la banque au titre de l'année 2016.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016, le rapport de gestion du Directoire ainsi que les documents prévus par l'article 141 de la loi ont été communiqués au Conseil de Surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales.

Les convocations prescrites par la Loi ont dûment été adressés et tous les documents et pièces prévus par la réglementation ont été tenus à disposition dans les délais impartis.

I. ACTIVITE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance du Groupe Crédit Agricole du Maroc s'est réuni à trois reprises au cours de l'exercice 2016 en vue d'examiner les rapports du Directoire et les sujets relevant du Conseil de Surveillance que lui a présenté le Directoire, conformément à la Loi.

Ces réunions ont eu lieu le 30 mai, le 29 juillet et le 27 septembre de l'année 2016.

Le Conseil de surveillance a ainsi été tenu informé de :

- La nomination et le renouvellement du mandat de certains membres du Conseil de Surveillance ;
- Le Renouvellement du mandat du Président et des membres du Directoire ;
- La nomination et le renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ;
- Les résultats annuels 2015 et intermédiaires 2016 ;
- Le bilan du Plan Stratégique CAP 2016 ;
- L'avancée du chantier de régionalisation ;
- L'avancement du projet de Banque Participative.

De même, les comités spécialisés issus du Conseil de Surveillance se sont régulièrement tenus. Leurs conclusions ont été soumises au Conseil de Surveillance pour approbation.

II. RAPPORT SUR LES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR ET TEXTES DE PROJETS DE RESOLUTIONS

Le Conseil de Surveillance s’est assuré de la conformité des éléments présentés par le Directoire avec la Loi et les dispositions statutaires de la Banque, à savoir :

- Les questions portées à l’ordre du jour ;
- Le rapport relatif auxdites questions ;
- Le projet d’affectation du résultat ;
- Le texte des projets de résolution.

III. OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

En vertu de la Loi, le Conseil de Surveillance a examiné et s’est assuré de la conformité du rapport de gestion du Directoire établi au titre de l’exercice 2016.

Les comptes sociaux de l’exercice clos le 31 décembre 2016 font apparaître les principaux agrégats suivants (En milliers de dirhams) :

Total Bilan	88 854 665
Produit Net Bancaire	3 449 760
Résultat Brut d’Exploitation	1 666 762
Résultat Courant	621 338
Résultat Net	308 021

Enfin, il est à signaler que le rapport de gestion établi par le Directoire, après contrôle et vérification, n’appelle aucune remarque.

Crédit Agricole du Maroc

ETATS FINANCIERS

consolides au 31 decembre 2016

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES
APPLIQUES PAR LE GROUPE

1 – CONTEXTE

En application de la circulaire 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l’article 2 relatif à la date d’entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les comptes annuels du Groupe Crédit Agricole du Maroc ont été établis conformément aux normes comptables internationales IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC.

Dans les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2016, le Groupe Crédit Agricole du Maroc a appliqué les normes et principes de l’International Accounting Standards Board (IASB) tels qu’ils ont été adoptés par l’UE.

Le Groupe Crédit Agricole du Maroc adopte les normes internationales IAS/IFRS d’information financière IFRS depuis l’exercice 2009. Les comptes consolidés sont présentés en dirhams.

1.1. Présentation des états financiers

En l’absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le Groupe Crédit Agricole du Maroc utilise les formats des documents de synthèse (état de la situation financière, compte de résultat, état du résultat global, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation BAM figurant sur chapitre 4 du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

1.2. Recours à l’estimation

Pour la préparation des comptes consolidés du Groupe, l’application des principes et méthodes comptables décrits ci-dessous conduit le management à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au niveau des états financiers et notamment sur le compte de résultat, des actifs et passifs inscrits au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui leurs sont liées.

Le management du Groupe fonde ses estimations et jugements sur son expérience passée ainsi que sur diverses autres hypothèses, qu’il juge raisonnable de

retenir selon les circonstances. Ces estimations et jugements permettent d’apprécier le caractère approprié de la valeur comptable. Les résultats tirés de ces estimations, jugements et hypothèses pourraient aboutir à des montants différents si d’autres estimations, jugements ou hypothèses avaient été utilisées.

Les principaux éléments qui font l’objet d’estimations et jugements sont :

- La juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Le montant des dépréciations des actifs financiers (Prêts et créances, Actifs financiers disponibles à la vente, Actifs financiers détenus jusqu’à échéance) et des écarts d’acquisition ;
- Les provisions enregistrées au passif (notamment les provisions pour avantages au personnel et les provisions pour risques et charges).

2 – PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1. Consolidation

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole du Maroc regroupent l’ensemble des entités sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini « entité ad hoc » contrôlées par l’établissement de crédit assujetti, et ce même en l’absence d’un lien capitaliste entre eux.

Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, 11 et IAS28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par le Groupe Crédit Agricole du Maroc sur les entités consolidables :

- Les entités sous contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d’une filiale lorsqu’il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d’une entité afin de bénéficier de ses activités.

• Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée, si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

Par ailleurs, le Groupe Crédit Agricole du Maroc intègre les entités sous influence notable si elles respectent l'un des trois seuils suivants :

- Total bilan de la filiale : > 1,5% du total bilan de la société mère ;

Le périmètre retenu pour le Crédit Agricole du Maroc :

DÉNOMINATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	% DU CONTRÔLE	% D'INTÉRÊTS	MÉTHODE DE CONSOLIDATION
CREDIT AGRICOLE DU MAROC	Banque	100,00%	100,00%	SM
HOLDAGRO	Agro Industrie	99,66%	99,66%	IG
TAMWIL AL FELLAH	Agriculture	100%	100%	IG
TARGA	Fonds d'investissement	100%	100%	IG
ASSALAF AL AKHDAR	Crédit à la consommation	100%	100%	IG
CAM GESTION	Gestion d'actifs	100%	100%	IG
ARDI	Micro finance	100%	-	IG
M.S.IN	Société de bourse	80%	80%	IG
MAROGEST	Gestion d'OPCVM	80%	80%	IG

La fondation Ardi est incluse dans le périmètre de consolidation conformément à l'IFRS 10 qui explicite la consolidation des entités ad hoc. Au 31 décembre 2016, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe. Sont exclus du périmètre, les titres de participation sur lesquelles le GCAM exerce une influence notable et dont la contribution n'a pas atteint les seuils présentés ci-avant. Il s'agit de : Haliopolis, AgroConcept, et AgramInvest. L'entité CAM Doc, nouvellement créée et détenue à 100% par le GCAM, a été également exclue du périmètre de consolidation.

- Situation nette de la filiale : > 1,5% de la situation nette de la société mère ;
- Produits bancaires de la filiale : > 1,5% des produits bancaires de la société mère.

2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs corporels :

- qui sont détenus par une entité soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loués à des tiers, soit à des fins administratives ;
- dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'une période.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, l'entreprise doit choisir entre la méthode du coût amorti ou la réévaluation à la juste valeur.

Les options retenues

- Le Groupe Crédit Agricole du Maroc a retenu la méthode du coût amorti ;
- Le Groupe a décidé d'adopter l'approche par composant : Lorsqu'une immobilisation corporelle comprend des composants significatifs ayant des durées de vie différentes, ils sont comptabilisés et amortis de façon séparée ;

Matrice de décomposition retenue par le Crédit Agricole du Maroc :

NATURE DU COMPOSANT	DURÉE D'AMORTISSEMENT (EN ANNÉES)	POIDS DU COMPOSANT (EN %)			
		CENTRES DE VACANCES	AGENCES	GROS PROJETS	LOGEMENTS DE FONCTION
Gros œuvre	60	40	10	30	45
Étanchéité	10	3	0	0	0
Agencement hors gros œuvre	10	20	45	30	35
Installations techniques	10	20	15	20	5
Menuiseries	15	17	30	20	15

2.3.Immeubles de placement

Un immeuble de placement se définit comme étant un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers et/ou valoriser le capital.

- La norme IAS 40 laisse le choix de l'évaluation des immeubles de placement :
- Soit à la juste valeur ;
 - Soit au coût amorti.

Les options retenues

- En application de la norme IFRS 1, le Groupe n'a pas procédé à la réévaluation d'un ou de plusieurs actifs à la date de transition ;
- L'évaluation des immeubles de placement se fait selon la méthode du coût amorti ;
- Les taux d'amortissement retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

- En application de la norme IFRS 1, le GCAM a procédé à la réévaluation d'une partie de ses actifs, notamment pour la catégorie terrain et construction.

2.4. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable et sans substance physique. La comptabilisation des immobilisations incorporelles n'est faite que s'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise et que le coût soit évalué de façon fiable.

Les options retenues

- Les immobilisations incorporelles du Groupe comprennent essentiellement les logiciels et sont amortis, selon leur nature, sur leurs durées d'utilité ;
- Les droits au bail font l'objet d'un plan d'amortissement selon leur durée d'utilité ;
- Le GCAM a adopté la méthode du coût amorti.

2.5. Titres

La norme IAS 39 répartit les actifs financiers en quatre catégories, définies en fonction de l'intention de gestion :

Actifs financiers à la juste valeur par résultat (Affectation par nature ou sur option)

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par le Groupe Crédit Agricole du Maroc.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors frais de transaction et coupons courus inclus. Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de dépréciations, et n'admet aucun transfert ultérieur : ni en provenance d'autre portefeuille ni à destination d'autre portefeuille.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que l'entreprise a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie entraîne l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance, sauf exceptions prévues par la norme IAS 39.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus. Ils sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti, dite aussi au taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique "Dépréciation des titres" pour les titres évalués au coût amorti.

Prêts et créances

La catégorie "Prêts et créances" enregistre les actifs financiers, autres que des dérivés, et qui sont à revenus fixes ou déterminables, et qui ne sont pas cotés sur un

marché financier actif et ne répondent pas à la définition d'un dérivé.

Les titres du portefeuille "Prêts et créances" sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus. Ils sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles dépréciations. Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique "Dépréciation des titres" pour les titres évalués au coût amorti.

Actifs financiers disponibles à la vente

La norme IAS 39 stipule que la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" comprend les titres, autres que les dérivés, qui ne répondent pas aux conditions de classification exigées par les trois autres catégories. Les titres classés en "Actifs financiers disponibles à la vente" sont initialement comptabilisés à la juste valeur, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus. Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. En cas de cession, les réévaluations seront portées au compte de résultat.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique "Dépréciation des titres".

Dépréciation des titres

Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après l'acquisition des titres autres que ceux classés en juste valeur par résultat.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non-recouvrement pour les titres de dette.

Pour les titres de capitaux propres, le Groupe Crédit Agricole du Maroc utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 50 % au moins de sa valeur sur une période de 12 mois consécutifs. Le Groupe Crédit Agricole du Maroc prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, et perspectives à court terme.

Pour les instruments de dette, les critères de dépréciation sont ceux qui s'appliquent aux prêts et créances.

La constatation de cette dépréciation ne se fait que dans la mesure où elle se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi :

- Pour les titres évalués au coût amorti via l'utilisation d'un compte de dépréciation, le montant de la perte étant comptabilisé au compte de résultat, avec une reprise possible en cas d'amélioration ultérieure ;
- Pour les titres disponibles à la vente par un transfert en résultat du montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres, avec possibilité, en cas d'amélioration ultérieure de la valeur des titres, de reprendre par le résultat la perte précédemment transférée en résultat lorsque les circonstances le justifient pour les instruments de dettes.

Pour les instruments de capitaux, le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat, avec une reprise, en cas d'amélioration ultérieure, dans les comptes des capitaux propres (OCI).

2.6. Activité de crédits

Les crédits, étant des prêts et créances au sens de la norme IAS 39, sont comptabilisés initialement à la juste valeur de la contrepartie donnée en échange, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'émission. Les crédits sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en "Prêts et créances" sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances.

Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations, égales à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

On distingue ainsi :

- Les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances douteuses affectées d'indice de dépréciation individuellement significatif.
- Les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

Créances dépréciées sur base individuelle

Ce sont les créances présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- existence d'un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure l'existence d'un risque avéré ;
- existence de procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Le déclassement en « crédits en souffrance » (CES) a été retenu par la banque comme indicateur objectif de dépréciation au sens des normes IFRS. Ce déclassement intervient lorsque le crédit présente 3 impayés ; il correspond aux prescriptions comptables et réglementaires marocaines.

La dépréciation individuelle est égale à la valeur comptable des prêts diminuée des flux futurs de trésorerie estimés (montants recouvrables) actualisés au T.I.E d'origine.

Créances dépréciées sur une base collective

La méthodologie d'évaluation collective des dépréciations consiste en le regroupement des créances (autres que celles ayant servies de base pour la détermination de la provision individuelle) par catégories sur la base de caractéristiques de risque de crédit similaires qui indiquent la capacité du débiteur à payer tous les montants dus selon les termes du contrat.

Cette évaluation permet de déterminer le taux de passage des crédits de la catégorie des créances « saines » vers la catégorie des créances « en souffrance » ou « à risque avéré ».

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont inscrites en coût du risque.

2.7. Dettes

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques ; Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint.

2.8. Dérivés

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêté comptable, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture. La contrepartie de la réévaluation des dérivés au bilan est enregistrée en résultat (sauf dans le cas particulier de la relation de couverture de flux de trésorerie).

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies:

- Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- Séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Lorsque la méthode de valorisation d'un instrument financier est la juste valeur, la norme IAS 39 considère que la meilleure indication pour déterminer celle-ci est l'existence de cotations publiées sur un marché actif. La norme IAS 39 précise qu'en l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données observables ou non observables.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des prix cotés sur un marché actif.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le Groupe Crédit Agricole du Maroc retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1.

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix). Il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité et qui sont disponibles/accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument.

Décomptabilisation des instruments financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et,
- lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs. Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication dans cet actif. Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie uniquement lorsque ce passif est éteint.

2.9. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Une provision doit être comptabilisée lorsque l'entreprise a des obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, ou dont l'échéance ou le montant sont incertains mais son estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Les options retenues

- Le Groupe a procédé à l'analyse de l'ensemble des provisions pour risques et leur affectation aux natures de risques inhérents ;
- Décomptabilisation des provisions à titre forfaitaire et à caractère général ;
- Au 31 décembre 2016, aucun actif ou passif éventuel n'est identifié par le GCAM.

2.10. Avantages au personnel

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme désignent les avantages du personnel qui sont dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle les membres du personnel ont rendu les services correspondants.
- Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi, les indemnités de fin de contrats et avantages sur capitaux propres, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.
- Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différés de plus de douze mois.
- Les indemnités de fin de contrat de travail sont des indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire.
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entité verse des cotisations définies à un organisme indépendant et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant la période en cours et les périodes antérieures.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

2.11. Impôts courants et différés

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés. Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- La comptabilisation initiale du goodwill ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.
- L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :
 - soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
 - soit par un regroupement d'entreprises.
- Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe.

2.12. Ecart de conversion

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du groupe. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

Les options retenues

- Comptabilisation des gains et pertes de change latents reconnus dans les comptes sociaux en résultat de la période dans les comptes consolidés IFRS conformément aux dispositions d'IAS 21.
- Reclassement de la part « Écart de conversion actif » non provisionnée en « Autres actifs » afin de respecter la substance économique du contrat.

2.13. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

Les opérations de location financière sont assimilées à une acquisition d’immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Les opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

Les options retenues

Il n’y a aucun impact puisque l’ensemble des contrats de location conclus par le GCAM sont qualifiés de contrats de location simple.

2.14. Actifs non courants destinés à la vente

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d’une vente plutôt que par l’utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l’actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les options retenues

- Aucun actif répondant à la définition d’actif non courant destinés à la vente n’a été identifié.
- Les biens reçus en dation ont été exclus car il n’existe pas de plan de cession et ceux-ci sont détenus pour leur quasi-totalité depuis plus d’un an.

2.15. Regroupements d’entreprises et évaluations des écarts d’acquisition

Les regroupements d’entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l’acquisition. Le coût d’acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l’entité acquise ;
- Les autres coûts éventuellement attribuables au regroupement d’entreprises.

L’écart d’acquisition correspondant à la différence entre le coût d’acquisition et la quote-part de l’actif net ainsi réévalué est inscrit à l’actif du bilan de l’acquéreur lorsqu’il est positif et comptabilisé directement en résultat lorsqu’il est négatif. Les écarts d’acquisition sont enregistrés dans la monnaie fonctionnelle de l’entreprise acquise et sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les options retenues

Le GCAM a décidé de ne pas retraiter les écarts d’acquisition reconnus antérieurement à la date de transition.



A photograph of a young child with dark hair, seen from behind, standing in a field of tall grass. The child is wearing a white t-shirt and red shorts, holding a red flower on a stick in their right hand and reaching out with their left arm. The background is a bright, hazy sky. The image is overlaid with large, diagonal, semi-transparent geometric shapes in shades of beige and light blue.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IAS/IFRS

BILAN IFRS

En milliers de dh

ACTIF IFRS	Référence	31/12/16	31/12/15
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		2 015 655	2 356 670
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	7 183 537	25 163
Instruments dérivés de couverture			-
Actifs financiers disponibles à la vente	5.3	5 988 478	7 138 551
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	5.4	629 030	2 137 242
Prêts et créances sur la clientèle	5.5	67 379 907	63 920 009
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements détenus jusqu'à leur échéance	5.7	-	6 359 088
Actifs d'impôt exigible	5.8	84 108	191 355
Actifs d'impôt différé	5.8	221 425	182 133
Comptes de régularisation et autres actifs	5.9	1 427 178	1 362 032
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement	5.11	1 920 197	2 297 969
Immobilisations corporelles	5.11	4 043 909	2 971 062
Immobilisations incorporelles	5.11	75 903	81 191
Ecarts d'acquisition	5.12	306 908	305 135
TOTAL ACTIF IFRS		91 276 236	89 327 599

En milliers de dh

PASSIF IFRS	Référence	31/12/16	31/12/15
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	11 351	25 548
Instruments dérivés de couverture	5.2		
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	5.4	7 299 945	9 366 275
Dettes envers la clientèle	5.5	66 273 923	64 084 707
Dettes représentées par un titre	5.6	6 076 374	5 349 675
Titres de créance émis	5.6	6 076 374	5 349 675
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt courant	5.8	178 764	354
Passifs d'impôt différé	5.8	802 016	696 840
Comptes de régularisation et autres passifs	5.9	1 301 982	1 195 642
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance	5.13		
Provisions pour risques et charges	5.14	313 841	359 778
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		45 532	47 593
Dettes subordonnées	5.6	1 933 299	1 628 989
Capital et réserves liées		6 019 265	5 675 853
Réserves consolidées		486 677	335 913
- Part du groupe		397 138	253 751
- Part des minoritaires		89 539	82 162
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe		-8 739	13 865
Résultat net de l'exercice		542 006	546 569
- Part du groupe		525 206	540 559
- Part des minoritaires		16 799	6 010
TOTAL PASSIF IFRS		91 276 236	89 327 599

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

En milliers de dh

	Référence	31/12/16	31/12/15
Intérêts et produits assimilés		4 195 183	4 626 008
Intérêts et charges assimilés		-1 624 832	-1 865 835
MARGE D' INTERÊTS	2.1	2 570 351	2 760 173
Commissions perçues		415 089	364 672
Commissions servies		-13 121	-910
MARGE SUR COMMISSIONS	2.2	401 968	363 762
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2.3	62 657	47 447
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	2.4	803 801	144 498
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE		866 458	191 946
Produits des autres activités	2.5	22 482	39 302
Charges des autres activités	2.5	-166 817	-123 782
PRODUIT NET BANCAIRE		3 694 442	3 231 401
Charges générales d'exploitation	2.9	-1 649 657	-1 551 423
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	2.10	-288 550	-257 803
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		1 756 234	1 422 176
Coût du risque	2.6	-903 410	-621 280
RESULTAT D'EXPLOITATION		852 614	800 896
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			-7 933
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2.7	-57 455	-2 277
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-227	-
RESULTAT AVANT IMPÔTS		794 932	790 687
Impôts sur les bénéfices	2.8	-252 919	-244 118
RESULTAT NET		542 006	546 569
Résultat hors groupe		16 799	6 010
RESULTAT NET PART DU GROUPE		525 206	540 559
Résultat par action (en dirham)		12	13

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En millions de dh

	31/12/16	31/12/15
Résultat net	542 006	546 569
Ecarts de conversion		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	6 797	28 482
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-15 536	-14 618
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence		
Impôts		
Total gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-8 739	13 865
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	533 267	560 433
Part du groupe	516 475	554 423
Part des minoritaires	16 799	6 010

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Résultat avant impôts	506 524	410 665
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	203 378	73 890
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d’acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	153 976	621 351
+/- Dotations nettes aux provisions	-216 349	293 494
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités d’investissement	6 854	-15 978
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	7 449	146
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	155 307	972 903
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	92 987	-310 100
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-996 561	196 794
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 085 068	-56 062
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	789 629	-1 497 652
- Impôts versés	-175 543	-80 744
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	795 580	-1 747 764
Flux net de trésorerie généré par l’activité opérationnelle	1 457 411	-364 195
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-193 520	5 819
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-1 835 666	124 464
Flux net de trésorerie lié aux opérations d’investissement	-2 029 186	130 283
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-71 047	46 361
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	301 808	629 391
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	230 761	675 752
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-341 015	441 841
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l’ouverture	2 356 670	1 914 829
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	-	-
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 015 655	2 356 670
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)		
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Variation de la trésorerie nette	-341 015	441 841

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de dh

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 2015	4 237 677	1 438 177	-	794 309	13 865	6 484 027	88 173	6 572 200
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 2015 corrigés	4 237 677	1 438 177	-	794 309	13 865	6 484 027	88 173	6 572 200
Opérations sur capital		353 837				353 837		353 837
Paie­ments fondés sur des actions								-
Opérations sur actions propres								-
Dividendes								-
Résultat de l’exercice				525 206		525 206	16 799	542 006
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)				47 966		47 966	1 366	49 332
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)				-447 137	-22 604	-469 741		-469 741
Ecarts de conversion : variations et transferts en résu ltat (F)						-		-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-399 171	-22 604	-421 775	1 366	-420 409
Variation de périmètre	-10 000	-426				-10 426		-10 426
Capitaux propres clôture 2016	4 227 677	1 791 588	-	922 344	-8 739	6 932 869	106 338	7 039 208

2-1. MARGE D’INTERETS

En milliers de dh

	31/12/16			31/12/15		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	3 974 454	-1 168 081	2 806 373	4 326 146	-1 381 557	2 944 589
Comptes et prêts/emprunts	3 974 454	-1 168 081	2 806 373	4 326 146	-1 381 557	2 944 589
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-
Opérations interbancaires	10 018	-265 397	-255 379	20 275	-263 310	-243 035
Comptes et prêts/emprunts	2 093	-105 611	-103 518	2 162	-97 412	-95 250
Opérations de pensions	7 925	-159 786	-151 862	18 113	-165 898	-147 785
Emprunts émis par le Groupe	-	-187 882	-187 882	-	-215 933	-215 933
Instruments de couverture de résultats futurs	-	-	-	12	-	12
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	3 420	-3 420	-	4 988	-4 988	-
Portefeuille de transactions	881	-52	829	511	-46	465
Titres à revenu fixe	881	-52	829	511	-46	465
Opérations de pensions	-	-				
Prêts/emprunts	-	-				
Dettes représentées par un titre	-	-				
Actifs disponibles à la vente	211 531	-	211 531	39 119	-	39 119
Actifs détenus jusqu’à échéance	-5 120	-	-5 120	234 957	-	234 957
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D’INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	4 195 183	-1 624 832	2 570 351	4 626 008	-1 865 835	2 760 173

2-2. COMMISSIONS NETTES

En milliers de dh

	31/12/16			31/12/15		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	387 808	-3 996	383 812	340 136	-910	339 227
avec les établissements de crédit	-	-	-			
avec la clientèle	385 848	-3 996	381 852	338 968	-910	338 058
sur titres de change	1 960	-	1 960	1 168	-	1 168
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	27 281	-9 125	18 156	24 536	-	24 536
Produits nets de gestion d’OPCVM	-	-	-			
Produits nets sur moyen de paiement	27 281	-9 125	18 156	24 536	-	24 536
Assurance	-	-	-			
Autres	-	-	-			
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	415 089	-13 121	401 968	364 672	-910	363 762

2-3. GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT

En milliers de dh

	31/12/16			31/12/15		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Titres à revenu fixe						
Titres à revenu variable						
Instruments financiers dérivés	62 657		62 657	47 447		47 447
Opérations de pension						
Prêts						
Emprunts						
Réévaluation des portefeuilles couverts en taux						
Réévaluation des positions de change						
TOTAL	62 657	-	62 657	47 447	-	47 447

2-4. GAINS NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Titres à revenu fixe	723 894	171 245
plus ou moins values de cession	723 894	171 245
Actions et autres titres à revenu variable	79 907	-26 747
Produits de dividendes	73 122	-3 947
Charges de dépréciation	-7 817	-22 799
Plus-values nettes de cession	14 602	
TOTAL	803 801	144 498

2-5. PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS

En milliers de dh

	31/12/16			31/12/15		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l’activité d’assurance						
Produits nets des immeubles de placement						
Produits nets des immobilisations en location simple						
Produits nets de l’activité de promotion immobilière						
Autres produits	22 482	-166 817	-144 335	39 302	-123 782	-84 480
TOTAL NET DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	22 482	-166 817	-144 335	39 302	-123 782	-84 480

2-6. COÛT DU RISQUE

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Dotations aux provisions	-1 627 775	-1 576 822
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 298 547	-1 104 696
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu’à l’échéance (hors risque de taux)	-	-1 120
Provisions engagements par signature	-9 380	-9 177
Autres provisions pour risques et charges	-319 847	-461 830
Reprises de provisions	1 865 879	1 180 982
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	901 458	766 733
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu’à l’échéance (hors risque de taux)	-	
Reprises de provisions engagements par signature	2 000	
Reprises des autres provisions pour risques et charges	966 631	414 249
Variation des provisions	238 315	-395 840
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)	-	
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu’à l’échéance	-	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-302 577	-182 469
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-872 171	-118 510
Décote sur les produits restructurés	-	
Récupérations sur prêts et créances amorties	33 023	75 539
Pertes sur engagement par signature	-	
Autres pertes	-	
COÛT DU RISQUE	-903 620	-621 280

2-7. GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Immobilisations corporelles et incorporelles d’exploitation	67 536	-56 751
Plus-values de cession		
Moins-value de cession	67 536	-56 751
Titres de capitaux propres consolidés		
Plus-values de cession		
Moins-value de cession		
Autres	-124 991	54 474
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	-57 455	-2 277

2-8. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Charges de personnel	-1 084 871	-1 045 838
Impôts et taxes	-31 567	-31 137
Charges externes	-481 300	-417 905
Autres charges d’exploitation	-51 919	-56 543
CHARGES D'EXPLOITATION	-1 649 657	-1 551 423

2-9. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-288 550	-257 803
Dotations aux déprecations des immobilisations corporelles et incorporelles		
TOTAL	-288 550	-257 803

3-1. INFORMATIONS GENERALES

L'information comptable et financière au sein du Groupe Crédit Agricole du Maroc est déclinée en cinq pôles d'activité :

- Banque de détail : ce domaine regroupe les activités du Crédit Agricole du Maroc.
- Banque de financement et d'investissement : ce domaine regroupe les activités de la banque d'affaires Holdagro et la société Targa
- Sociétés de financement Spécialisés : ce domaine regroupe la société de crédit à la consommation (Assalaf Al Akhdar) et Tamwil El Fellah qui est une société spécialisée dans le financement des programmes gouvernementaux
- Micro crédit : ce domaine regroupe la fondation Ardi pour le micro-crédit
- Gestion d'actifs : ce domaine regroupe la société de gestion d'actifs CAM Gestion, la société de bourse MSIN et MAROGEST

3-2. RÉSULTAT, ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de dh

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL	Banque de détail	Banque de financement & investissement	Sociétés de financement spécialisées	Micro crédit	Gestion d'actif	Total
Marge d'intérêt	2 434 755	-	50 212	84 311	1 073	2 570 351
Marges sur commissions	366 801	6 677	9	-	28 481	401 968
Produit net bancaire	3 500 732	4 772	51 937	93 345	43 656	3 694 442
Résultat Brut d'exploitation	1 686 953	-368	12 441	37 391	19 818	1 756 234
Résultat d'exploitation	834 915	-368	-4 324	3 961	18 641	852 825
Résultat avant impôt	760 227	-351	-4 324	3 896	35 694	795 143
Résultat net	513 910	-387	-4 956	3 896	29 543	542 006
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	497 110	-387	-4 956	3 896	29 543	525 206

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL	Banque de détail	Banque de financement & investissement	Sociétés de financement spécialisées	Micro crédit	Gestion d'actif	Intergroupe	Total
Total Bilan	89 906 460	131 322	864 177	297 108	383 098	-306 529	91 271 425
dont							
Eléments d'Actifs							
Actifs financiers disponibles à la vente	5 929 241	105 660	-	-	47 968	-94 390	5 988 478
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	530 390	10 929	29 677	-	133 406	-75 373	629 030
Prêts et créances sur la clientèle	66 371 682	-	769 515	263 711	-	-25 000	67 379 907
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-	-
Eléments du Passif							
Dettes envers les EC et assimilés	6 710 171	-	543 782	96 000	-	-50 009	7 299 945
Dettes envers la clientèle	66 342 161	-	-	-	7 137	-75 374	66 273 923
Capitaux propres	6 732 641	42 832	138 016	81 128	45 991	-	7 039 208

En milliers de dh

5-1. ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT

Le poste « Actifs, passifs et instruments financiers dérivés en valeur de marché par résultat » comprend les titres de transaction et le reclassement de la réévaluation comptable des opérations de change.

En milliers de dh

	31/12/16			31/12/15		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables						
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales						
Autres titres de dréances négociables						
Obligations						
Obligations d'Etat						
Autres obligations						
Actions et autres titres à revenu variable		7 167 013	7 167 013			
Instruments financiers dérivés de transaction		16 523	16 523		25 163	25 163
Instruments dérivés de cours de change		16 523	16 523		25 163	25 163
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT		7 183 537	7 183 537		25 163	25 163
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Instruments financiers dérivés de transactions		11 351	11 351		25 548	25 548
Instruments dérivés de cours de change		11 351	11 351		25 548	25 548
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT		11 351	11 351		25 548	25 548

5-3. ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Titres de créance négociables	1 022 315	1 183 373
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale	1 008 955	1 170 013
Autres titres de créance négociables	13 360	13 360
Obligations	70 177	-47 746
Obligations d'Etat	-	-
Autres Obligations	70 177	-47 746
Actions et autres titres à revenu variable	5 034 849	6 128 999
dont titres cotés	4 670 557	5 815 267
dont titres non cotés	364 292	313 732
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	6 127 341	7 264 626
dont gains et pertes latents	6 797	28 482
dont titres à revenu fixe	6 134 137	7 293 108
dont titres prêtés	-	-
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-138 862	-126 075
Titres à revenu fixe	-76 112	-72 489
Titres à revenu variable	-62 749	-53 586
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	5 988 478	7 138 551

5-4. PRÊTS, CREANCES ET DETTES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de dh

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	31/12/16	31/12/15
Comptes à vue	611 782	179 791
Prêts	17 247	1 957 451
Opérations de pension		
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	629 030	2 137 242
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-	-
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	629 030	2 137 242

DETTE ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	31/12/16	31/12/15
Comptes à vue	396 260	337 418
Emprunts	6 903 684	6 127 856
Opérations de pension	-	2 901 002
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	7 299 945	9 366 275

5-5. PRÊTS,CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE

En milliers de dh

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	31/12/16	31/12/15
Comptes ordinaires débiteurs	9 370 334	8 581 950
Prêts consentis à la clientèle	61 006 365	58 571 024
Opérations de pension		
Opérations de location-financement		
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	70 376 699	67 152 973
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-2 996 792	-3 232 964
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	67 379 907	63 920 009

DETTE ENVERS LA CLIENTELE	31/12/16	31/12/15
Comptes ordinaires créditeurs	32 301 216	27 623 989
Comptes à terme	21 102 761	22 968 906
Comptes d'épargne	10 720 302	9 835 876
Autres dettes envers la clientèle	1 768 518	3 175 068
Intérêts courus à payer	381 126	480 869
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	66 273 923	64 084 707

En milliers de dh

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE	31/12/16	31/12/15
Secteur public	6 234 192	9 703 695
Entreprises financières	10 185 075	4 933 082
Entreprises non financières	9 249 829	8 145 921
Autre clientèle	40 604 828	41 302 010
TOTAL EN PRINCIPAL	66 273 923	64 084 707
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	66 273 923	64 084 707

En milliers de dh

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	31/12/16	31/12/15
Maroc	66 273 923	64 084 707
CIB		
AFRIQUE		
EUROPE		
TOTAL EN PRINCIPAL	66 273 923	64 084 707
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	66 273 923	64 084 707

5-6. DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNEES

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Autres dettes représentées par un titre	6 076 374	5 349 675
titres de créances négociables	6 076 374	5 349 675
emprunts obligataires		
parts sociales		
Dettes subordonnées	1 933 299	1 628 989
Emprunt subordonnés	1 933 299	1 628 989
à durée déterminée	1 933 299	1 628 989
à durée indéterminée		
Titres subordonnés		
Total	8 009 673	6 978 664

5-7. ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À L'ECHEANCE

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
TITRES DE CRÉANCE NÉGOCIABLES	-	6 359 088
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	-	6 359 088
Autres titres de créance négociables		
Obligations		
OBLIGATIONS D'ETAT		
Autres Obligations		
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À LEUR ECHEANCE	-	6 359 088

5-8. IMPÔTS COURANTS ET DIFFERES

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Impôts courants	84 108	191 355
impôts différés	221 425	182 133
ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	305 533	373 488
Impôts courants	178 764	354
impôts différés	801 199	696 840
PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	979 963	697 194

5-9. COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Comptes d'encaissement	-30 801	331 616
Part des réassureurs dans les provisions techniques		
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance		
Autres débiteurs et actifs divers	1 457 379	1 030 416
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	1 426 578	1 362 032
Dépôts de garantie reçus		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		
Comptes d'encaissement	140 064	101 555
charges à payer et produits constatés d'avance	59 213	62 397
Autres créditeurs et passifs divers	1 102 705	1 031 689
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	1 301 982	1 195 642

5-11. IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de dh

	31/12/16			31/12/15		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	5 789 895	-1 745 986	4 043 909	4 544 840	-1 573 639	2 971 202
Terrains et constructions	2 030 904	-352 896	1 678 008	2 304 638	-320 458	1 984 180
Equipement, Mobilier, Installations	826 635	-669 846	156 789	498 627	-622 761	-124 134
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	2 932 356	-723 244	2 209 112	1 741 575	-630 420	1 111 155
Immobilisations incorporelles	439 112	-363 208	75 903	412 229	-331 039	81 191
Logiciels informatiques acquis	4 685	-4 078	606	21 787	-6 341	15 445
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	434 427	-359 130	75 297	390 443	-324 697	65 745
TOTAL IMMOBILISATIONS	6 229 007	-2 109 195	4 119 812	4 957 070	-1 904 677	3 052 392

En milliers de dh

IMMEUBLES DE PLACEMENT	31/12/15	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/16
Valeur brute	2 340 161		439 150	-793 429			1 985 881
Amortissements et provisions	-42 192		-3 205			-20 287	-65 684
VALEUR NETTE AU BILAN	2 297 969	-	435 944	-793 429	-	-20 287	1 920 197
LA JUSTE VALEUR TOTALE DES IMMEUBLES DE PLACEMENT ÉVALUÉS AU COÛT EST DE:							1 920 197

5-12. ECARTS D'ACQUISITION

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Valeur brute comptable en début de période	305 135	302 522
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période		
Valeur nette comptable en début de période	305 135	302 522
Acquisitions	-227	2 613
Cessions		
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Écarts de conversion		
Filiales précédemment mises en équivalence		
Autres mouvements	2 000	
Valeur brute comptable en fin de période	306 908	305 135
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période		
VALEUR NETTE COMPTABLE EN FIN DE PÉRIODE	306 908	305 135

5-14. PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	359 777	312 704
Dotations aux provisions	332 034	482 938
Reprises de provisions	-338 842	-412 638
Utilisation des provisions		-
Incidence de la consolidation		-
Variation des parités monétaires et divers		-
Autres	-41 129	-23 226
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	311 840	359 777

6-1. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Engagements de financements donnés	4 141 069	1 555 850
Aux établissements de crédit		
A la clientèle	4 141 069	1 555 850
Engagements de financement reçus	532 700	-
des établissements de crédit	532 700	-
de la clientèle		
Autres	-41 129	-23 226
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	311 840	359 777

6-2. ENGAGEMENTS DE GARANTIE

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Engagements de garantie donnés	3 406 640	3 102 273
D'ordre des établissements de crédit	911 392	917 440
D'ordre de la clientèle	2 495 248	2 184 833
Cautions administratives et fiscales et autres cautions	1 031 055	551 229
Autres garanties d'ordre à la clientèle	1 464 193	1 633 604
Total des engagements de garantie donnés		
Engagements de garantie reçus	761 545	560 699
des établissements de crédit	761 545	560 699
de l'état et d'autres organismes de garantie		

7-4. EVOLUTION DE LA PROVISION INSCRITE AU BILAN

En milliers de dh

EVOLUTION DE LA DETTE ACTUARRIERELLE	31/12/16	31/12/15
Dette actuarielle d'ouverture	134 465	122 424
Charge normale de l'exercice	6 789	6 694
Charge d'intérêt	5 043	5 073
Ecarts d'experience	1 457	9 913
Prestations versées	-11 455	-9 639
Dette actuarielle de clôture	136 300	134 465

8-1. RÉSULTAT PAR ACTION

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Nombre Actions	42 276 765	42 276 765
Resultat Part groupe (dh)	525 206 432	540 558 794
Resultat par Action (dh)	12	13

8-4. PARTIES LIÉES

En milliers de dh

Relation entre les sociétés consolidées du groupe	Entreprises consolidées par intégration globale
ACTIF	
Prêts, avances et titres	-211 165
Comptes ordinaires	-116 775
Titres	-94 390
Opération de location financement	
Actif divers	-95 365
TOTAL	-306 529
PASSIF	
Dépôts	-141 775
Autres emprunts	-141 775
Dettes représentées par un titre	
Passif divers	-164 755
TOTAL	-306 529
Engagements de financement et de garantie	

En milliers de dh

Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées	Entreprises consolidées par intégration globale
Prestations de services données	5 679
Prestations de services reçues	-6 879
Autres	1 200

FONDS PROPRES

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Fonds Propres de Base	6 776 025	6 351 020
Fonds Propres Complémentaires	1 868 771	1 532 624
TOTAL FONDS PROPRES	8 644 796	7 883 644
Risque de crédit	62 521 475	59 437 811
Risque de marché	170 425	
Risque opérationnel	6 235 585	5 754 948
TOTAL RISQUES	68 927 485	65 192 758

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Crédit Agricole du Maroc et ses filiales (Groupe Crédit Agricole du Maroc), comprenant le bilan au 31 décembre 2016, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 7 039 208, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 542 006.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Crédit Agricole du Maroc constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2016, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 03 Avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Mohamed Faïçal Grant Thornton
Associé / Partner
Abus Ben Abdellah - Casablanca
Tél : 06 99 48 00 00 - Faxi : 06 99 90 08 78

Faïçal MEKOUAR
Associé
Faïçal MEKOUAR
Président

DELOITTE AUDIT
288, Boulevard Zerkouni
Tél: 01 25/26/34/81
Fawzi BRITEL
Associé

ETATS FINANCIERS SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2016

NOTE DE PRESENTATION DES REGLES, PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES.

1 – PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Agricole du Maroc a été effectuée conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

2 – CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
 - Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
 - Crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
 - Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
 - Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle).
 - Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
 - Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.
 - Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit:
 - Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
 - Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de:
 - (20 %) pour les créances pré-douteuses,
 - (50 %) pour les créances douteuses,
 - (100 %) pour les créances compromises.
- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet (évolution favorable, remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

3 – DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes:

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

4 – PORTEFEUILLES DE TITRES

4.1. Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du plan comptable des établissements de crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

4.2. Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservé jusqu'à leur échéance.

Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de placement sont enregistrés à leur prix

d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.
Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat frais d'acquisition inclus.

4.3. Titres d'investissement

Les titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon couru inclus.

4.4. Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit en :

- Titres de participation ;
- Participations dans les entreprises liées ;
- Titres de l'activité du portefeuille ;
- Autres emplois assimilés.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

4.5. Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.
Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

Nature	Durée d'amortissement
Droit au ball	Non amortissable
Brevets et marques	Durée de protection des brevets
Immobilisation en recherche et développement	1 an
Logiciels informatiques	5 ans
Autres éléments du fonds de commerce	Non amortissable

5 - LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.
La différence de change constatée sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.
La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.
Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

6 - LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, non identifiés et non mesurables avec précision.

7 - LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées En Immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeuble d'exploitation	20 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatiques	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Agencements, Aménagement et Instalations	5 ans
Parts des sociétés civiles	Non amortissable

8 - CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

9 - PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.
Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avals et autres ...).
Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.
Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

10 - CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère exceptionnel.

BILAN

En milliers de dh		
ACTIF	31/12/16	31/12/15
.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 013 090	2 355 323
.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	509 632	2 123 017
. A vue	492 694	165 380
. A terme	16 938	1 957 637
.Créances sur la clientèle	65 503 226	62 532 632
. Crédits de trésorerie et à la consommation	23 949 464	22 895 889
. Crédits à l'équipement	18 393 711	17 336 598
. Crédits immobiliers	15 196 640	15 810 017
. Autres crédits	7 963 411	6 490 127
.Créances acquises par affacturage		
.Titres de transaction et de placement	12 976 826	7 013 526
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 008 955	1 170 013
. Autres titres de créance	314 185	202 444
. Titres de propriété	11 653 686	5 641 068
.Autres actifs	3 338 867	3 944 192
.Titres d'investissement		6 322 573
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		6 322 573
. Autres titres de créance		
.Titres de participation et emplois assimilés	414 924	375 957
.Créances subordonnées	1 400	1 400
.Immobilisations données en crédit-bail et en location		
.Immobilisations incorporelles	366 659	373 214
.Immobilisations corporelles	3 730 043	2 089 340
TOTAL DE L'ACTIF	88 854 665	87 131 174

En milliers de dh		
PASSIF	31/12/16	31/12/15
.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 429 106	8 053 452
. A vue	388 154	381 993
. A terme	6 040 953	7 671 459
.Dépôts de la clientèle	66 342 161	64 085 301
. Comptes à vue créditeurs	32 405 879	29 347 113
. Comptes d'épargne	10 761 961	9 885 022
. Dépôts à terme	21 405 803	23 467 271
. Autres comptes créditeurs	1 768 518	1 385 895
.Titres de créance émis	6 076 374	5 349 675
. Titres de créance négociables	6 076 374	5 349 675
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
.Autres passifs	1 188 619	1 075 917
.Provisions pour risques et charges	635 677	912 384
.Provisions réglementées		
.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	7 157	7 157
.Dettes subordonnées	1 830 531	1 526 221
.Ecart de réévaluation		
.Réserves et primes liées au capital	1 809 343	1 455 506
.Capital	4 227 677	4 227 677
.Actionnaires.Capital non versé [-]		
.Report à nouveau (+/-)		101 696
.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
.Résultat net de l'exercice (+/-)	308 021	336 188
TOTAL DU PASSIF	88 854 665	87 131 174

HORS BILAN

En milliers de dh		
	31/12/16	31/12/15
ENGAGEMENTS DONNES	7 547 709	4 658 123
1.Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2.Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 141 069	1 555 850
3.Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	911 392	917 440
4.Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 495 248	2 184 833
5.Titres achetés à réméré		
6.Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS	1 294 245	560 699
7.Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	532 700	
8.Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	761 545	560 699
9.Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
10.Titres vendus à réméré		
11.Autres titres à recevoir		

HORS BILAN

En milliers de dh		
	31/12/16	31/12/15
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 331 723	5 090 281
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	9 999	20 282
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 809 978	4 189 082
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	206 411	274 076
Produits sur titres de propriété	23 407	9 873
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	379 922	350 306
Autres produits bancaires	902 006	246 661
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 881 963	2 024 109
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	235 669	259 772
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 168 081	1 360 035
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	187 882	215 933
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	290 330	188 369
PRODUIT NET BANCAIRE	3 449 760	3 066 172
Produits d'exploitation non bancaire	4 481	227 051
Charges d'exploitation non bancaire	74 408	52 253
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 710 547	1 624 096
Charges de personnel	1 027 733	975 631
Impôts et taxes	31 043	30 616
Charges externes	428 213	389 868
Autres charges générales d'exploitation	45 712	51 138
Dotations aux amortissements et aux provisions des immob. incorp et corporelles	177 846	176 844
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	2 546 971	1 815 853
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature	1 276 667	1 089 607
Pertes sur créances irrécouvrables	1 149 305	275 846
Autres dotations aux provisions	121 000	450 400
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 499 023	759 551
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 106 827	496 610
Récupérations sur créances amorties	31 972	73 695
Autres reprises de provisions	360 224	189 247
RESULTAT COURANT	621 338	560 572
Produits non courants	24 305	19 923
Charges non courantes	166 302	163 928
RESULTAT AVANT IMPOTS	479 342	416 568
Impôts sur les résultats	171 321	80 380
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	308 021	336 188

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
1.Produits d'exploitation bancaire perçus	5 331 723	5 090 281
2.Récupérations sur créances amorties	31 972	73 695
3.Produits d'exploitation non bancaire perçus	28 787	244 749
4.Charges d'exploitation bancaire versées	-2 961 883	-3 144 074
5.Charges d'exploitation non bancaire versées	-240 710	-216 181
6.Charges générales d'exploitation versées	-1 486 989	-1 400 964
7.Impôts sur les résultats versés	-171 321	-80 380
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges Variation de :	531 579	567 126
8.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 613 386	[999 789]
9.Créances sur la clientèle	-3 270 762	-1 946 656
10.Titres de transaction de placement , d'investissement et de participations	320 306	661 603
11.Titres d'investissements	-497 995	-1 590 273
12.Titres de particiaptions		
13.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-1 624 346	576 413
14.Dépôts de la clientèle	2 256 860	2 891 501
15.Titres de créance émis	726 699	-691 836
16.Autres passifs	112 702	104 729
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-363 150	-994 306
III.Flux de Trésorerie Nets Provenant des activités D'exploitation (I + II)	168 428	-427 181
17.Produit des cessions d'immobilisations financières		2 226
18.Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		418 912
19.Acquisition d'immobilisations financières		-6 057
20.Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-730 925	-195 237
21.Intérêts perçus		
22.Dividendes perçus		
IV.Flux de Trésorerie Nets Provenant des Activités D'investissement	-730 925	219 845
23.Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.Emission de dettes subordonnées	304 310	602 142
25.Emission d'actions		
26.Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.augmentation des capitaux propres et assimilés		46 361
28.Intérêts versés		
29.Dividendes versés	-84 047	
V.Flux de Trésorerie Nets Proveant des activités de Financement	220 263	648 503
VI.Variation Nette de la Trésorerie (III+ IV +V)	-342 233	441 167
VII.Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	2 355 323	1 914 156
VIII.Trésorerie à la clôture de l'exercice	2 013 090	2 355 323

ETAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de dh

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/16	31/12/15
+ Intérêts et produits assimilés	4 026 388	4 483 441
- Intérêts et charges assimilées	1 591 633	1 835 740
MARGE D'INTERET	2 434 755	2 647 701
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION		
+ Commissions perçues	379 922	350 306
- Commissions servies	13 121	910
MARGE SUR COMMISSIONS	366 801	349 396
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	85 018	-296
+ Résultat des opérations sur titres de placement	635 489	130 232
+ Résultat des opérations de change	62 657	47 447
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	783 164	177 383
+ Divers autres produits bancaires	24 978	9 873
- Diverses autres charges bancaires	159 938	118 182
PRODUIT NET BANCAIRE	3 449 760	3 066 172
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-2 525	19 323
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	4 481	224 826
- Autres charges d'exploitation non bancaire	74 408	52 253
- Charges générales d'exploitation	1 710 547	1 624 096
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 666 762	1 633 972
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 287 173	795 149
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-241 750	278 251
RESULTAT COURANT	621 338	560 572
RESULTAT NON COURANT	-141 997	-144 004
- Impôts sur les résultats	171 321	80 380
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	308 021	336 188

ETAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de dh

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/16	31/12/15
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	308 021	336 188
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles corporelles	177 846	176 844
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	8 907	504
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	40 000	356 000
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes	22 002	18 007
- Reprises de provisions	337 382	170 601
- Plus-values de cession sur immobilisations incorp & corporell		205 556
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorpo & corpor		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		2 226
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	219 394	509 160
- Bénéfices distribués	84 047	133 639
+ AUTOFINANCEMENT	135 347	375 521

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers de dh

CREANCES	BANK AL-MAGHRIB, TRÉSOR PUBLIC ET SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER	31/12/16	31/12/15
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 113 752	238	45 678	446 776	1 606 444	1 615 916
VALEURS RECUES EN PENSION						505 954
- au jour le jour						
- à terme						505 954
COMPTES ET PRETS DE TRESORERIE						1 423 400
- au jour le jour						
- à terme						1 423 400
PRETS FINANCIERS			10 000		10 000	22 518
AUTRES CREANCES			6 939		6 939	4 709
INTERETS COURUS A RECEVOIR	157				157	1 555
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	1 113 908	238	62 617	446 776	1 623 539	3 574 052

CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers de dh

CREANCES	"SECTEUR PUBLIC"	SECTEUR PRIVÉ			31/12/16	31/12/15
		ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	"AUTRE CLIENTÈLE"		
CREDITS DE TRESORERIE	1 049 592	157 728	12 361 976	7 732 817	21 302 113	20 204 084
- Comptes à vue débiteurs	919 313	157 728	4 757 917	2 927 422	8 762 379	7 584 108
- Créances commerciales sur le maroc	2 279		2 314 329	616 792	2 933 400	1 017 408
- Crédits à l'exportation			191 074		191 074	234 736
- Autres crédits de trésorerie	128 000		5 098 656	4 188 603	9 415 259	11 367 832
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 079 338	2 079 338	2 121 676
CREDITS A L'EQUIPEMENT	540 419		8 264 430	8 861 181	17 666 030	16 511 149
CREDITS IMMOBILIERS			6 438 953	8 474 604	14 913 557	15 524 199
AUTRES CREDITS		1 021 298	146 207	4 803 349	5 970 854	4 582 891
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR				1 578 777	1 578 777	1 681 396
CREANCES EN SOUFFRANCE		2 882	1 746 814	242 861	1 992 557	1 907 237
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL	1 590 011	1 181 908	28 958 380	33 772 927	65 503 226	62 532 631

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

En milliers de dh

CREANCES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	EMETTEURS PUBLICS	EMETTEURS PRIVÉS		31/12/16	31/12/15
			FINANCIERS	NON FINANCIERS		
TITRES COTES		1 008 955	11 348 503	611 361	12 968 819	13 325 606
Bons du tresor et valeurs assimilees		1 008 955			1 008 955	7 492 586
Obligations			121 455	184 723	306 178	191 952
Autres titres de creance						
Titres de propriete			11 227 048	426 638	11 653 686	5 641 068
TITRES NON COTES	8 007				8 007	10 493
Bons du tresor et valeurs Assimilees						
Obligations						
Autres titres de creance	8 007				8 007	10 493
Titres de propriete						
TOTAL	8 007	1 008 955	11 348 503	611 361	12 976 826	13 336 099

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

En milliers de dh

CREANCES	VALEUR COMPTABLE BRUTE	VALEUR ACTUELLE	VALEUR DE REMBOURSEMENT	PLUS-VALUES LATENTES	MOINS-VALUES LATENTES	PROVISIONS
Titres de transaction	7 429 450	7 429 450	7 429 450			
Bons du tresor et valeurs assimilees	262 438	262 438	262 438			
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété	7 167 013	7 167 013	7 167 013			
Titres de placement	5 614 524	5 555 797	5 532 726	16 408	75 877	75 877
Bons du tresor et valeurs assimilees	741 163	748 765	734 500	7 602		
Obligations	326 019	313 372	304 567	8 806	22 500	22 500
Autres titres de créance	7 748	7 748	7 748			
Titres de propriété	4 539 595	4 485 912	4 485 912		53 377	53 377
Titres d'investissement						
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
TOTAL	13 043 975	12 985 247	12 962 176	16 408	75 877	75 877

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

En milliers de dh

ACTIF	31/12/16	31/12/15
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
DEBITEURS DIVERS	674 913	656 061
Sommes dûes par l'Etat	548 896	553 661
Divers autres débiteurs	126 017	102 400
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	1 967 504	2 698 580
COMPTES DE REGULARISATION	696 450	589 551
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES		
TOTAL	3 338 867	3 944 192

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

En milliers de dh

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITÉ	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	VALEUR COMPTABLE NETTE	PROVISION	PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXERCICE
SONACOS	Agro Industrie	160 000	0,98%	50		
COMAPRA (*)	Agro Industrie	66 800	0,01%		8	
SNDE (*)	Agriculture	40 965	0,24%		100	
SOGETA (*)	Agriculture	300	0,00%		300	
SUNABEL	Agriculture	190 173	0,38%	311		
SOCIÉTÉ LAITIÈRE CENTRALE DU NORD	Agro Industrie	50 000	0,39%		197	
FRUMAT (*)	Agro Industrie		0,00%		14 499	
HOLDAGRO	Agro Industrie	36 376	99,66%	36 251		
AGRO-CONCEPT	Service	1 000	9,89%	99		
TAMWIL ALFELLAH	Agriculture	125 000	100,00%	125 000		
HALIOPOLIS	Agriculture	71 000	20,00%	14 200		
DAR ADDAMANE	Banque	75 000	0,73%	548		
AGRAM INVEST	Fonds d'investissement	40 060	22,18%	7 198	1 584	
IGRANE	Fonds d'investissement	54 600	15,87%	5 516	3 149	
RÉGIONAL GESTION	Société de gestion	1 000	18,00%	180		
FOND D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement	150 000	7,17%	5 355	5 395	
FIROGEST	Société de gestion	2 000	12,50%	250		
TARGA	Fonds d'investissement	7 500	99,99%	7 500		
FINEA	Nantissement de marchés	120 000	0,28%	340		67
SMAEX	Assurance	37 450	0,48%	356		
ASSALAF AL AKHDAR	Crédit à la consommation	50 000	100,00%	50 000		
CAM GESTION	Gestion d'actif	11 600	100,00%	18 750	5 850	
MSIN	Société de bourse	10 000	80,00%	15 410		
SGFG	Gestion de Fonds	1 000	5,88%	59		
BOURSE DE CASABLANCA		290 764	4,00%	11 765		
INTERBANK	Service	11 500	18,00%	1 403		
MAROCLEAR	Service	100 000	1,80%	1 795		
SWIFT	Service		0,00%	23		
CENTRE MONÉTIQUE INTERBANCAIRE	Service	98 200	10,18%	10 000		7 000
SONADAC	Aménagement	589 904	2,81%	16 565		
AFREXIMBANK	Banque	50 412 500	0,06%	4 727		
GCAMDOC	Gestion d'archive	10 000	100,00%	10 000		
ALTERMED MAGRHEB	Fonds d'investissement	272 139	11,88%	607	7 107	
DOTATIONS DIVERSES				70 166		
TOTAL				415 027	38 189	7 067

CREANCES SUBORDONNEES

En milliers de dh

CREANCES	MONTANT				DONT ENTREPRISES LIÉES ET APPARENTÉES	
	31/12/16			31/12/15	31/12/16	31/12/15
	BRUT	PROVISIONS	NET	NET	NET	NET
Créances subordonnées aux	1 400		1 400	1400		
Etablissements de crédit et assimilés						
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL	1 400		1 400	1 400		

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers de dh

NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CESSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	RECLA- SSEMENTS	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTI- SSEMENTS ET/OU PROVISIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTI- SSEMENTS SUR IMMOBI- LISATIONS SORTIES	CUMUL	MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	700 496	25 292			725 789	327 282	31 848		359 130	366 659
- Droit au bail	17 309	2 840			20 149	2 584	2 257		4 842	15 307
- Immobilisations en recherche et développement										
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	683 187	22 452			705 640	324 697	29 591		354 289	351 351
- Immobilisations incorporelles hors exploitation										
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 632 702	1 808 952	1 301		5 440 353	1 543 362	168 000	1 052	1 710 310	3 730 043
- Immeubles d'exploitation	1 439 529	291 422		1 200	1 732 152	320 458	32 438		352 896	1 379 256
. Terrain d'exploitation	373 540	3 289			376 829					376 829
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	1 062 375	288 133		1 200	1 351 709	320 458	32 438		352 896	998 812
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	3 614				3 614					3 614
- Mobilier et matériel d'exploitation	758 215	27 296	586		784 925	595 286	43 031	592	637 724	147 200
Mobilier & Matériel de bureau d'exploitation	257 554	7 757			265 311	191 520	12 593		204 113	61 198
. Matériel Informatique	392 799	17 279			410 078	351 420	15 674		367 094	42 984
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	63 905	0			63 905	20 278	11 454		31 732	32 173
. Autres matériels d'exploitation	43 958	2 260	586		45 631	32 067	3 304	592	34 785	10 846
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	823 911	41 903		6 942	872 755	526 815	67 108		593 923	278 832
- Immobilisations corporelles hors exploitation	580 014	1 275 064	459	2 300	1 856 918	100 803	25 423	459	125 767	1 731 152
. Terrains hors exploitation	31 828	766 768		123 182	921 778					921 778
. Immeubles hors exploitation	449 430	490 459		-120 882	819 007	57 716	14 498		72 214	746 793
. Mobiliers et matériel hors exploitation	40 083	12 061			52 144	21 922	3 807		25 728	26 416
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	58 673	5 775	459		63 989	21 165	7 119	459	27 825	36 164
- Immobilisations en cours	31 033	173 267	256	-10 442	193 603					193 603
TOTAL	4 333 198	1 834 244	1 301		6 166 142	1 870 644	199 842	1 052	2 069 440	4 096 701

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers de dh

DETTES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC			ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER	31/12/16	31/12/15
	BANK AL-MAGHRIB, TRÉSOR PUBLIC ET SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC			
Comptes ordinaires créditeurs			64 683	46 532	111 215	366 881
Valeurs donnees en pension	580 072				580 072	2 901 002
- au jour le jour						
- à terme	580 072				580 072	2 901 002
- au jour le jour		200 000	56 000		256 000	
- à terme	700 000	300 000	1 605 000	1 048 706	3 718 707	4 016 630
Emprunts financiers		65 000		1 680 330	1 680 330	709 015
Autres dettes		20 939	4 740		25 679	18 779
Interets courus a payer			57 104		57 104	41 144
TOTAL	1 280 072	585 939	1 787 527	2 775 569	6 429 107	8 053 452

DEPOTS DE LA CLIENTELE

En milliers de dh

DEPOTS	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVÉ			31/12/16	31/12/15
		ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
Comptes a vue créditeurs	5 687 107	1 015 042	4 488 025	21 179 139	32 369 313	29 291 902
Compte d'epargne				10 720 302	10 720 302	9 835 876
Depots à terme	447 985	9 195 033	3 826 407	7 633 336	21 102 761	23 090 758
Autres comptes créditeurs	99 100	-	985 771	683 647	1 768 518	1 385 895
Interêts courus à payer				381 266	381 266	480 869
TOTAL	6 234 192	10 210 075	9 300 203	40 597 691	66 342 161	64 085 301

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de dh

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/16	31/12/15
Instruments optionnels vendus		
Operations diverses sur titres	262 438	
Créditeurs divers	561 224	611 122
Sommes dûes à l'état	383 385	451 370
Sommes dûes aux organismes de prévoyance	58 327	53 152
Sommes diverses dûes au personnel		
Sommes diverses dûes au actionnaires et associés	33 435	12 568
Fournisseurs de biens et services	29 614	26 047
Divers autres créditeurs	56 463	67 984
Comptes de régularisation	364 957	464 795
Autres comptes de régularisation		
Créances en souffrance sur opérations diverses		
TOTAL	1 188 619	1 075 917

PROVISIONS

En milliers de dh

PROVISIONS	31/12/15	DOTATIONS 2016	REPRISES 2016	AUTRES VARIATIONS 2016	31/12/16
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	4 276 906	1 344 570	1 178 198		4 439 278
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	120 353				120 353
Créances sur la clientèle	3 691 434	1 259 839	1 106 827		3 844 446
Titres de placement	72 489	53 377	49 989		75 877
Titres de participation et emplois assimilés	31 336	8 907	2 053		38 189
Titres d'investissement	4 328		4 328		
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	352 965	22 448	15 000		360 413
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	912 384	106 473	338 842	-44 339	635 677
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	9 177	9 380			18 557
Provisions pour risques de change	17 593	2 383	2 778	-3 025	14 173
Provisions pour risques généraux	817 000	40 000	331 000		526 000
Provisions pour autres risques et charges	68 615	54 710	5 065	-41 314	76 947
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	5 185 291	1 451 043	1 517 040	-44 339	5 074 955

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

En milliers de dh

RUBRIQUES	31/12/16	31/12/15
Subventions d'investissement	3 578	3 578
Subvention KFW reçue	15 785	15 785
Subvention Union Européenne reçue	3 578	3 578
Autres subventions recues de l'Etat		
Montant inscrit à pertes et profits	-15 785	-15 785
Fonds de garantie Union Européenne	3 578	3 578
TOTAL	7 157	7 157

DETTES SUBORDONNEES

En milliers de dh

MONNAIE DE L'EMPRUNT	MONTANT EN MONNAIE DE L'EMPRUNT	COURS	TAUX	DURÉE	"CONDITION DE REMBOURSEMENT" ANTICIPE, SUBORDINATION ET CONVERTIBILITÉ	MONTANT DE L'EMPRUNT EN MONNAIE NATIONALE (OU CONTREVALEUR EN KDH)	DONT ENTREPRISES LIÉES		DONT AUTRES APPARENTÉS	
							MONTANT N (EN CONTREVALEUR KDH)	MONTANT N-1 (EN CONTREVALEUR KDH)	MONTANT N (EN CONTREVALEUR KDH)	MONTANT N-1 (EN CONTREVALEUR KDH)
Dirhams	320 000		3,65%	10		320 000				
Dirhams	180 000		3,56%	10		180 000				
Dirhams	350 000		4,43%	10		350 000				
Dirhams	759 500		4,80%	10		759 500				
Dirhams	140 500		4,42%	7		140 500				
Dirhams	70 000		4,11%	7		70 000				
TOTAL	1 820 000					1 820 000				

CAPITAUX PROPRES

En milliers de dh

CAPITAUX PROPRES	31/12/15	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUTRES VARIATIONS	31/12/16
Ecart de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	1 455 506	16 809	337 027	1 809 343
Réserve légale	12 386	16 809		29 195
Autres réserves			337 027	337 027
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1 443 120			1 443 120
Capital	4 227 677			4 227 677
Capital appelé	4 227 677			4 227 677
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	101 696	319 379	-421 074	
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	336 188	-336 188	308 021	308 021
TOTAL	6 121 066		223 974	6 345 040

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

En milliers de dh

RUBRIQUES	31/12/16	31/12/15
Opérations de change à terme	3 413 042	2 331 901
Devises à recevoir	1 469 114	979 612
Dirhams à livrer	932 022	614 876
Devises à livrer	772 656	383 522
Dirhams à recevoir	239 250	215 030
Dont swaps financiers de devises		
Engagements sur produits dérivés		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt		
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt		
Engagements sur marchés réglementés de cours de change		
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments		
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments		
TOTAL	3 413 042	2 331 901

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

En milliers de dh

NATURE	SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	OPÉRATIONS COMPTABLES DE L'EXERCICE	DÉCLARATIONS TVA DE L'EXERCICE	SOLDE FIN D'EXERCICE
A. T.V.A. Facturée	35 634	251 824	259 407	28 050
B. T.V.A. Récupérable	31 004	96 743	98 040	29 707
sur charge	24 562	66 614	65 227	25 949
sur immobilisations	6 442	30 129	32 813	3 758
C. T.V.A. due ou crédit de				
T.V.A = (A-B)	4 629	155 081	161 367	-1 657

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	31/12/16	31/12/15
Engagements de financement et de garantie donnés	7 547 709	4 658 123
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	4 141 069	1 555 850
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	911 392	917 440
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 495 248	2 184 833
Engagements de financement et de garantie reçus	1 294 245	560 699
Engagements de financement et de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 294 245	560 699
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

En milliers de dh

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CRÉANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS	MONTANTS DES CRÉANCES ET DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS COUVERTS
Bons duTrésor et valeurs assimilées	2 736 385	2 736 385	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	2 736 385	2 736 385	

En milliers de dh

VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS	MONTANTS DES DETTES OU DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS COUVERTS
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 972 365	2 972 365	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	2 972 365	2 972 365	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
ACTIF	3 118 679	2 995 078
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	23 987	48 918
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	446 776	154 222
Prêts de trésorerie a terme		323 400
Créances sur la clientèle	2 640 201	2 460 732
Titres de transaction et de placement et invest		
Autres actifs		
Titres de participation et emplois assimilés	7 714	7 806
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et location		
Immobilisations incorporelles et corporelles		
PASSIF	3 118 679	2 995 078
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 775 307	2 490 238
Dépôts de la clientèle	316 343	353 465
Titres de créance émis		
Autres passifs	27 029	151 375
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
HORS BILAN		
Engagements donnés	1 112 233	517 440
Engagements reçus	532 700	

MARGE D'INTERETS

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Intérêts perçus	4 026 388	4 483 441
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	9999	20 282
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 809 978	4 189 082
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	206 411	274 076
Intérêts servis	1 591 633	1 835 740
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	235 669	259 772
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 168 081	1 360 035
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	187 882	215 933
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Marge d'intérêts	2 434 755	2 647 701

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

En milliers de dh

CATEGORIE DES TITRES	31/12/16	31/12/15
Titres de participations & titres de placement	23 407	9 873
TOTAL	23 407	9 873

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
PRODUITS	900 435	246 661
Gains sur les titres de transaction	143 851	
Plus value de cession sur titres de placement	639 745	169 316
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	49 989	
Gains sur les produits dérivés		
Gains sur les opérations de change	66 850	77 345
CHARGES	117 271	69 278
Pertes sur les titres de transaction	58 833	296
Moins value de cession sur titres de placement	869	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	53 377	39 084
Pertes sur les produits dérivés		
Pertes sur opérations de change	4 193	29 898
RESULTAT	783 164	177 383

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de dh

	Montants		Montants
A- ORIGINE DES RÉSULTATS AFFECTÉS DÉCISION DU 04 MAI 2015		B- AFFECTATION DES RÉSULTATS	
Report à nouveau	101 696	Réserve légale	16 809
Résultats nets en instance d'affectation		Autres réserves	
Résultat net de l'exercice	336 188	Dividendes	337 027
Prélèvement sur les bénéfices		Report à nouveau	84 047
Autres prélèvements		Résultats nets en instance d'affectation	
TOTAL A	437 884	TOTAL B	437 884

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
CHARGES DE PERSONNEL	1 027 733	975 631
dont charges d'assurances sociales	79 350	79 429
dont charges de retraite	97 177	114 710
dont charges de formation	15 454	16 447
dont autres charges de personnel	717 764	649 561
IMPOTS ET TAXES	31 043	30 616
Taxes urbaines & taxes d'élidité	6 448	7 396
Patente	14 299	14 028
Autres impôts & taxes	10 295	9 192
CHARGES EXTERNES	428 213	389 868
- Loyers de crédit-bail et de location	95 761	87 913
- Frais d'entretien et de réparation	83 418	73 006
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	28 842	18 927
- Transports et déplacements	39 848	35 607
- Publicité,publications et relations publiques	27 482	33 072
- Autres charges externes	152 863	141 342
AUTRES CHARGES GÉNÉRALE D'EXPLOITATION	45 712	51 138
Dotations aux amortiss. et aux provisions des immob. incorporelles et corporelles	177 846	176 844
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 710 547	1 624 096

COMMISSIONS

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
COMMISSIONS PERCUES :	440 130	416 318
Sur opérations avec les établissements de crédit		
sur opérations avec la clientèle (1)	60 208	66 012
sur opérations de change		
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
sur produits dérivés		
opérations sur titres en gestion et en dépôt	1 646	1 153
Commissions sur fonctionnement de compte	140 375	122 777
sur moyens de paiement	182 474	167 412
Sur activités de conseil et d'assistance		
sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service	55 428	58 964
Commissions sur opérations de change		
COMMISSIONS VERSEES	13 121	910
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de change		
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
Sur produits dérivés		
Opérations sur titres en gestion et en dépôt		
Sur moyens de paiement	9 125	
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service	3 996	910

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIERS OU PÔLE D'ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
Produit Net Bancaire	3 449 760	3 066 172
Résultat Brut d'exploitation	1 666 762	1 633 972
Résulat avant impôt	479 342	416 568

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En milliers de dh

	31/12/16	31/12/15
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES		
Autres produits bancaires	902 006	246 661
- Gains sur titres de transaction	143 851	
- Plus-values de cession sur titres de placement	639 745	169 316
- Produits sur opérations de change	66 850	77 345
- Divers autres produits bancaires	1 571	
Reprises de provisiosn sur depreciations des titres de placement	49 989	
Autres charges bancaires	290 330	188 369
- Charges sur emprunts de titres	189	296
- Pertes sur Titres actions / OPCVM	58 644	
- Charges sur titres de placements	2 852	
- Moins values sur titres de placement	869	
- Charges sur moyens de paiement	9 125	
- cotisation au fonds de garantie	117 149	107 683
- Charges opération de change	4 193	29 898
- Commissions sur achats et cession de titres	3 996	910
- Autres charges	39 937	10 499
- Provisions sur titres	53 377	39 084
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
Produits d'exploitation non bancaire	4 481	227 051
Dont plus values de cession d'immobilisation		205 556
Dont subventions reçues		
Dont autres produits non bancaires	4 481	21 496
Charges d'exploitation non bancaire	74 408	52 253
Charges sur valeurs et emplois divers	74 408	52 253
dont moins values de cession d'immobilisation		
AUTRES CHARGES		
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	2 546 971	1 815 853
Autres produits		
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 499 023	759 551
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS		
Produits non Courants	24 305	19 923
Charges non Courantes	166 302	163 928

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

En milliers de dh

I. DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/16	31/12/15
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	621 338	560 572
. Réintégrations fiscales (+)	7 094	6 295
. Déductions fiscales (-)	23 407	212 481
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	605 025	354 385
. Résultat courant après impôts (=)	397 479	429 449

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

En milliers de dh

	31/12/16	
I - RESULTAT NET COMPTABLE	479 342	
. Bénéfice net	479 342	
. Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	7 094	
Cadeaux publicitaires	1 610	
Excédent dotation aux amortissements voitures de service/propriété	2 229	
Amortissement ecarts de conversion	3 255	
III - DEDUCTIONS FISCALES		23 407
1- COURANTES		23 407
Dividendes		23 407
2- NON COURANTES		
TOTAL	486 436	23 407
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut		463 029
. Déficit brut fiscal		
. Cumul des amortissements différés imputés		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal		463 029
. Déficit net fiscal		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

- Date de clôture (1)	31/12/16
- Date d'établissement des états de synthèse (2)	09/03/17
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

INDICATIONS DES EVENEMENTS		
DATES	- Favorables	Néant
	- Défavorable	Néant

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital :	4 227 677
Montant du capital social souscrit et non appelé	
Valeur nominale des titres	100

NOM DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES OU ASSOCIÉS	NOMBRE DE TITRES DÉTENUS		PART DU CAPITAL DÉTENUE %
	EXERCICE PRÉCÉDENT	EXERCICE ACTUEL	
Etat Marocain	31 780 465	31 780 465	75,2%
MAMDA	3 134 311	3 134 311	7,4%
MCMA	3 134 311	3 134 311	7,4%
CDG	4 227 678	4 227 678	10,0%
TOTAL	42 276 765	42 276 765	100%

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	EXERCICE 2016	EXERCICE 2015	EXERCICE 2014
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	8 182 728	7 654 444	6 669 752
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE	4 858 713	4 134 641	4 199 788
1- Produit net bancaire	3 449 760	3 066 172	2 960 088
2- Résultat avant impôts	479 342	416 568	619 850
3- Impôts sur les résultats	171 321	80 380	189 500
4- Bénéfices distribués	84 047	133 639	
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	674 244	437 884	430 350
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 027 733	975 631	919 646
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice (en nombre)	3 824	3 821	3 709

TITRES DE CREANCES EMIS

Nature	Caractéristiques				Principal	Intérêts Courus	Total
	Date de souscription	Date d'échéance	Maturité	Taux			
CDN	25/07/11	25/07/18	7 ans	4,8	100 000	2 120	102 120
CDN	01/12/11	01/12/18	7 ANS	4,9	400 000	1 633	401 633
CDN	23/04/12	23/04/17	5 ANS	4,55	10 000	701	22 701
CDN	31/05/13	31/05/18	5 ANS	5,75	150 000	5 127	155 127
CDN	31/07/13	31/07/18	5 ANS	5,65	100 000	2 401	102 401
CDN	12/08/13	12/08/18	5 ANS	5,64	49 000	1 082	50 082
CDN	18/12/13	18/12/18	5 ANS	5,87	100 000	212	100 212
CDN	03/11/14	03/11/19	5 Ans	4,04	224 000	1 458	225 458
CDN	13/11/14	13/11/17	3 Ans	3,72	60 000	298	60 298
CDN	02/12/14	02/12/19	5 Ans	3,92	20 000	63	20 063
CDN	25/02/15	24/02/17	2 ANS	3,16	68 700	1 869	70 569
CDN	14/12/15	14/12/17	2 ANS	3,37	64 000	102	64 102
CDN	15/03/16	15/03/21	5 ANS	3,55	640 000	18 365	658 365
CDN	15/03/16	15/03/21	5 ANS	3,55	10 000	287	10 287
CDN	01/04/16	01/04/18	2 ANS	2,98	820 000	18 599	18 599
CDN	12/08/16	10/02/17	26 SEMAINES	2,55	535 000	5 343	540 343
CDN	12/08/16	10/02/17	26 SEMAINES	2,56	1 136 000	10 582	1 146 582
CDN	14/12/16	13/12/17	52 SEMAINES	2,73	466 000	601	466 601
CDN	14/12/16	13/12/17	13 SEMAINES	2,45	845 000	288	845 288
CDN	26/12/16	25/12/17	52 SEMAINES	2,82	85 000	34	85 034
CDN	26/12/16	27/03/17	52 SEMAINES	2,45	100 000	34	100 034

En milliers de dh

PASSIF ÉVENTUEL

“Conformément à législation fiscale en vigueur, les exercices clos le 31 décembre 2013, 2014, 2015 et 2016 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Crédit Agricole du Maroc au titre de l’impôt sur les sociétés (IS) de la TVA et de l’impôt sur les revenus salariaux (IR) ainsi que les déclarations sociales de la CNSS relatives auxdits exercices peuvent faire l’objet de contrôle par l’administration et de rappel éventuels d’impôts et taxes.

Au Titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie des rôles peuvent faire l’objet de révision ”

VENTILATION, EN FONCTION DE LA DUREE RESIDUELLE, DES EMPLOIS, DES RESSOURCES

En milliers de dh

EMPLOIS	MOIS				ANNÉES			TOTAL
	DURÉE ≤ 1	1 < DURÉE ≤ 3	3 < DURÉE ≤ 6	6 < DURÉE ≤ 12	1 < DURÉE ≤ 2	2 < DURÉE ≤ 5	DURÉE > 5	
Créances sur les établissements de crédits & Assimilés	10 000							10 000
Créances sur La clientèle	5 812 908	2 556 407	1 655 883	4 577 930	8 629 926	8 566 942	13 053 101	44 853 097
Titres de placement & Titres d'investissements	13 391 750							13 391 750
Créances subordonnes					1 400			1 400
TOTAL EMPLOIS	19 214 658	2 556 407	1 655 883	4 577 930	8 631 326	8 566 942	13 053 101	58 256 247

En milliers de dh

EMPLOIS	MOIS				ANNÉES			TOTAL
	DURÉE ≤ 1	1 < DURÉE ≤ 3	3 < DURÉE ≤ 6	6 < DURÉE ≤ 12	1 < DURÉE ≤ 2	2 < DURÉE ≤ 5	DURÉE > 5	
Dettes envers les établissements de crédit	1 626 079	340 000	977 700	1 870 911	1 164 419			5 979 109
Dettes envers la clientèle	3 960 288	5 471 193	3 063 669	7 448 215	1 149 317	10 080		21 102 762
Titres de créance émis								
Certificats de dépôt émis		2 669 700	22 000	690 000	1 729 000	894 000		6 004 700
Bons de sociétés de financement émis								
Emprunts obligataires émis								
Autres titres de créance émis								
Fonds publics affectes								
Dettes subordonnées	-			160 000	160 000		1 510 531	1 830 531
TOTAL RESSOURCES	5 586 367	8 480 893	4 063 369	10 169 126	4 202 736	904 080	1 510 531	34 917 102

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

En milliers de dh

MONTANT DES RISQUES DÉPASSANT 10% DES FONDS PROPRES				
NOMBRE	MONTANT GLOBAL DES RISQUES	CRÉDITS PAR DÉCAISSEMENT	CRÉDITS PAR SIGNATURE	MONTANT DES TITRES DÉTENUS DANS LE CAPITAL DU BÉNÉFICIAIRE
05	4 966 736	4 709 867	285 191	

EFFECTIFS

	31/12/16	31/12/15
Effectifs rémunérés	3 783	3 865
Effectifs utilisés	3 783	3 865
Effectifs équivalent plein temps	3 783	3 865
cadres équivalent plein temps	2 206	2 211
Employés équivalent plein temps	1 577	1 654
Dont effectifs employés à l'étranger		

RÉSEAU

	31/12/16	31/12/15
Guichets permanents	539	516
Guichets périodiques		
Guichets automatiques de la banque	529	503
Succursales & agences à l'étranger		
Réseaux de représentation à l'étranger		
Dont effectifs employés à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

	31/12/16	31/12/15
Comptes courants	66 927	58 622
Comptes chèques, hors MRE	402 308	364 552
Comptes MRE	15 689	15 726
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	508 055	434 401
Comptes à terme et bons de caisse	3 329	2 649
TOTAL	996 308	875 950

AUTRES ETATS

ETATS	
Immobilisations données en crédit ail avc option d'achat et en location simple	Néant
Engagements sur titres	Néant
Etats des plus-values sur immobilisations	Néant
Etat des dérogations	Néant
Etat des changements de méthodes	Néant

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du Crédit Agricole du Maroc (CAM), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 8.182.728, dont un bénéfice net de KMAD 308.021.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalies significatives, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse, cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Agricole du Maroc (CAM) au 31 décembre 2016, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Casablanca, le 3 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International
288, Boulevard Zerktouni - Casablanca
Tél : 05 22 22 40 00 - Fax : 05 22 22 40 78
Faïçal MEKOUAR
Associé
Président

DELOITTE AUDIT

DELOITTE AUDIT
288, Boulevard Zerktouni
CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78
Fawzi BRITEL
Associé



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

Place des Alaouites - BP 49 - 10 000 Rabat
Tél. : (212-537) 20 82 19 à 26 - Fax : (212-537) 70 78 32 - www.creditagricole.ma